

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 16 NOVEMBRE 1977 - N° 557

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

Menaces sur le droit d'asile politique

- Verdict du procès Croissant
- Réunion du parlement européen

La chambre d'accusation du tribunal de Paris donnera-t-elle un avis favorable à la demande d'extradition formulée par le gouvernement allemand à l'encontre de Klaus Croissant, comme le souhaite Peyrefitte ? Son verdict sera connu ce mercredi. Un avis favorable signifierait pour Klaus Croissant plusieurs années de prison en Allemagne, dans les conditions que l'on connaît, pour la simple raison qu'il a assuré la défense politique de prisonniers politiques.

Au-delà du cas de Croissant, c'est le droit d'asile politique qui est en cause dans cette affaire, comme il est en cause dans les débats actuels du parlement européen sur le «terrorisme».

(Lire page 3)

Les flics à Montefibre

1 205 000 CHOMEURS INSCRITS Beullac satisfait !

Mardi matin, les flics prenaient position autour de l'usine Montefibre. La veille, le tribunal des référés d'Épinal ordonnait, à la demande de la direction de Montefibre, l'expulsion de six délégués syndicaux. C'est ainsi que l'État bourgeois répond aux ouvriers qui refusent les licenciements, qui refusent de venir allonger la liste du million et demi de chômeurs !

Dans le même temps, Christian Beullac, ministre du chômage, pavoise.

Selon lui, «en septembre, nous avons constaté un coup de frein à la progression du chômage ; en octobre, nous pouvons parler d'un coup d'arrêt». Si coup d'arrêt il y a, c'est à l'inscription des chômeurs à l'ANPE, par toute une série de mesures. Beullac porte en triomphe «le pacte national pour l'emploi des jeunes» qui n'est en réalité qu'un stockage des jeunes chômeurs dans des stages bidons, ou à des postes de vacataires ou de stagiaires qui ne dureront que le temps des élec-

tions, et qui procureront une main d'œuvre gratuite aux patrons !

Il ne parle pas, quand il annonce une prétendue baisse du chômage, de tous les tripotages de statistiques auxquels se livrent ses services : report d'inscriptions parfois très longs, et qui vont être systématiquement étendus dans le cadre de l'expérience de la «ligne emploi», radiations plus nombreuses en cas d'absence au pointage, de justification insuffisante de

recherche... Sans compter les dernières mesures visant à radier différentes catégories de chômeurs. Tout cela non seulement fait baisser les chiffres officiels, mais encore prive de leurs droits les chômeurs qui en sont victimes.

Enfin, Beullac étale sept points nouveaux dans sa politique. Parmi ces points, notons par exemple «l'aide à la sidérurgie» ! Les milliers de travailleurs licenciés dans ce secteur apprécieront. Ou encore : «Le développement des moyens de transition entre l'éducation et le premier emploi des jeunes» : les stages vont donc devenir le débouché «naturel» des jeunes ! Et enfin, la remise en ordre des statistiques des demandeurs d'emploi ! Encore plus de radiations, voilà ce qu'il nous annonce !

Non, Beullac, le chômage ne diminue pas, au contraire. On atteint aujourd'hui le chiffre record d'1,650 million de chômeurs. Les déclarations indécentes dont vous nous inondez ne peuvent cacher la faillite complète de votre système. Il a fait son temps !

Lire notre article en page 3

Allemagne de l'Est

Grève contre la hausse des prix



Un journal de Berlin-Ouest rapporte des informations selon lesquelles une cinquantaine d'ouvriers de Karl-Marx-Stadt seraient en prison depuis le mois d'octobre. Ils seraient accusés d'être les meneurs d'une grève contre les salaires qui a éclaté dans cette ville de la principale zone industrielle d'Allemagne de l'Est.

(Lire page 9)

Tempête : au moins 12 morts

La tempête, après une courte accalmie a redoublé en Manche et en Mer du Nord. Plusieurs navires sont en difficulté et on déplore au moins 12 morts. Ce temps devrait continuer mercredi et jeudi et même s'aggraver en Manche où l'on s'attend en mer à des creux de sept mètres.

Manifestation contre la venue du Shah à Washington

Des manifestations sont prévues dans tous les États-Unis contre la venue du Shah, qui avait quitté Paris lundi soir. Dès lundi, des manifestants occupaient les marches du Capitole. Les 400 membres des services armés du Shah qui étaient à l'instruction à San-Antonio, ont été envoyés à Washington pour renforcer l'énorme dispositif de sécurité autour du dictateur iranien.

(Lire page 8)

Télé : constat d'échec

Trois ans de mise en application, la réforme de l'ORTF, une des premières de l'ère giscardienne, est qualifiée par certains de ses promoteurs d'échec. C'est le sens du rapport de la commission des finances sur le budget de la radio et de la télévision qui doit être débattu mercredi à l'Assemblée Nationale. Cet échec se traduit par une baisse de la qualité, l'envahissement par la publicité, le petit nombre de créations.

(Lire page 4)

Liban : la résistance du Sud

Lire la seconde partie de l'interview de Roger Pic en page 12.

Mercredi 16 à 19 h 40

Le PCRml à la Tribune libre de FR3



Métallo à Aulnay



Monteur à Fos/mer



Employée à Paris

«Que faire pour 78 ?». C'est le thème que développe mercredi soir à la télévision, le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste léniniste. L'extension de la crise, la faillite de la droite et la désunion de la gauche

entraînent de nombreuses interrogations chez les travailleurs. Des militants : un ouvrier métallo d'Aulnay, une employée de Paris, un ouvrier monteur de Fos/mer, exposent les propositions du PCRml : la

construction d'un vaste front de lutte qui puisse faire échec à la tentative de la bourgeoisie de faire payer la crise aux travailleurs et empêcher l'instauration du capitalisme d'État du PCF dans notre pays.

LUTTES OUVRIERES

Chirac refuse de négocier avec les égoutiers

Lundi, Jean Tibéri, adjoint de Chirac à la mairie de Paris recevait les égoutiers. Leurs revendications étaient présentées pour la première fois, depuis le début de la grève, il y a près d'un mois, aux véritables responsables. Tibéri n'a rien voulu entendre de ces revendications !

Mardi matin, les égoutiers qui luttent pour obtenir que leur santé soit protégée par un C.H.S., pour une revalorisation de leurs salaires, pour le droit aux repos deux jours consécutifs, ont pris de nouvelles dispositions pour poursuivre leur mouvement de lutte.



Mensualisation : rencontre patronat-syndicats

Sept ans après les accords signés entre le patronat et les syndicats, une nouvelle rencontre lundi avait pour but de faire le point sur l'application de la mensualisation aux salariés.

De nombreux ouvriers sont toujours rémunérés sur la base d'un travail horaire, en particulier ceux de la construction et du bois, ainsi que ceux de nombreuses entreprises de services.

D'autre part l'application des mesures de mensualisation est bien souvent imparfaite car il n'y a pas toujours maintien des avantages accordés antérieurement aux salariés horaires, lors de la mensualisation. En particulier, les primes ne sont pas toujours correctement incorporées aux salaires, le régime des congés diffère beaucoup suivant les termes dans lesquels s'est effectuée la mensualisation. Chotard pour le CNPF a refusé de prendre des engagements, il a seulement proposé de revoir les syndicats les 21 et 29 novembre pour négocier sur des propositions écrites. Dès à présent, le patronat a fait savoir qu'il refusait de négocier le statut unique, ainsi que de contrôler au niveau national la manière dont ont été appliqués les accords précédents branche par branche. Les syndicats demandent « la suppression de toutes les causes restrictives pour bénéficier des avantages sociaux liés à la mensualisation ».

**téléphonez
au
quotidien
636 73 76**



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Au centre de tri PLM contre la direction et les membres du PCF

NON AU LICENCIEMENT D'UN POSTIER !

Au centre de tri PLM (Paris), la direction a convoqué un postier devant le conseil de discipline. Une menace de licenciement pèse donc sur lui. En fait, du point de vue professionnel, la direction n'a rien à lui reprocher : Menvielle a été convoqué sur la base de rapports qui lui reprochent, en tant qu'inspecteur stagiaire, de n'être

pas assez répressif. Les postiers de la brigade B, réunis en assemblée générale le 9 novembre, ont refusé massivement d'attendre que Menvielle passe devant le conseil de discipline, où de plus la direction a voix prépondérante, car ils estimaient qu'il n'était pas possible d'accepter le diktat de la direction. Ce serait laisser

la porte ouverte à des sanctions contre d'autres postiers déjà menacés, sans que rien de précis ne leur soit reproché, sur un simple avis de leur supérieur. Ce serait rester les bras croisés devant les licenciements pour délit d'opinion.

maintenant, sera capable de faire reculer l'administration.

Les postiers qui ont participé à la grève, syndiqués ou pas, exigent des assemblées générales de brigades pour que la riposte soit envisagée ensemble.

Déjà lors de ce mouvement, la majorité des postiers présents s'étaient violemment affrontée aux propositions des membres du PCF et du PS dans les syndicats : ceux-ci proposaient simplement une grève le jour du conseil de discipline, sans autre perspective pour s'opposer efficacement au licenciement.

Lundi matin, les réactions étaient vives contre les attitudes des membres du PC dans le conflit, d'autant que parmi les rapports à l'origine du conseil de discipline, deux sont signés par les supérieurs directs de Menvielle, qui sont précisément des membres du PCF et de la CE de la CGT. Or ces rapports sont les plus acharnés pour demander le licenciement de Menvielle, et lui reprochent son « inaptitude au commandement et son comportement ». D'autre part, des dirigeants de la CE-CFDT ont jugé opportun de poser des « compensateurs » (congés) quand la lutte doit démarrer !

Les choses n'en sont pas restées là. Le 10 novembre, 2 tracts étaient diffusés, signés « CGT-CFDT ligne du Sud Est ». Le premier intitulé « Non au provocation », insultait les grévistes, les traitant de minoritaires... C'est là donner à la direction des armes contre les grévistes, qui risquent des sanctions pour grève sans préavis. De plus l'argument est faux, surtout quand on pense que les fameuses grèves de 24 heures auxquelles ils appellent ne mobilisent en général que très peu de postiers, parfois moins de 20 %.

Beaucoup de postiers, après toute cette affaire, se demandaient « ce que ces gens pourraient bien faire de plus quand il auront le pouvoir, y compris dans d'autres entreprises nationalisées, et ce que les travailleurs ont à attendre de ces gens-là ». Leur attitude répressive, à la fois dans le travail, et contre les postiers en lutte, est cette fois apparue très largement.

Le second tract : « Situer les responsabilités », indique que malgré tout, seule une grève de tout le personnel du centre, jusqu'à la satisfaction et dès

Corr. PLM

En Haute-Vienne

Manifestation contre le chômage le 21 novembre

Le Limousin, et plus particulièrement le département de la Haute Vienne voit depuis quelque temps se multiplier les fermetures d'usines, les licenciements ainsi que les réductions d'horaires. Depuis le mois de septembre seulement, ce n'est pas moins d'une quinzaine de petites et moyennes entreprises qui ont licencié au minimum. L'ensemble de ces entreprises sont métallurgiques. Les travailleurs de l'industrie papetière sont aussi touchés : cinq entreprises de ce secteur réduisent leurs horaires ou ferment. Une des entreprises où la situation est la plus grave pour les travailleurs est la SOGEMO dans la localité

de Saint Junien : ses effectifs sont passés de 300 à 145 personnes et on dit qu'elle fermerait. Au total, le nombre de chômeurs en Haute-Vienne est, selon la CGT du département, de 7 218, soit 7 % du total des salariés. Un chômeur sur deux est un jeune et plus de 60 % des chômeurs sont des femmes.

En 6 ans, de 71 à 77, 274 millions auraient été donnés aux entreprises (113 au total) pour « créer des emplois ». Le 21 novembre, les travailleurs du département manifesteront à Limoges contre le chômage, le jour où le conseil général de la Haute Vienne doit se réunir pour discuter de l'emploi.

En bref...En bref...En bref...En bref...

Nouvelles de Franche Comté

• Victoire à la clinique de la Mouillère de Besançon. Suite à la mobilisation de tout le personnel et à la constitution d'un dossier, l'inspecteur du travail vient de refuser neuf licenciements.

• Fin de la grève à la coopérative fromagère Juradou. Dans la nuit de mardi à mercredi 9 novembre, la direction a finalement cédé sur trois points :

- Rattrapage à 50 % des salaires de la trentaine d'ouvriers embauchés depuis avril 75 par rapport aux plus anciens. Cela représente entre 150 et 200 francs par mois.

- Pour les autres, prime exceptionnelle répartie uniformément entre les ouvriers (environ 300 francs et versées avec le 13^e mois).

- Paiement d'une partie des heures de grève (et de négociation).

Bien que ces résultats ne soient pas une grande victoire, la section CFDT juge ce conflit positif : les travailleurs rentrent sans pertes et le plan de la direction pour diviser les ouvriers entre eux, et d'avec les paysans a été mis en échec. Toutefois des inquiétudes pèsent sur l'avenir de l'entreprise. On a l'impression que le directeur fait son possible pour la saborder afin éventuellement d'imposer aux paysans ses conditions, en particulier, peut être l'intégration dans un trust coopératif (Reybiel) qui a déjà pris le contrôle de plusieurs coopératives de Franche Comté.

Corr. Besançon

Trois fois plus d'accidents du travail chez les immigrés

Le Bureau International du Travail (BIT) vient de terminer ses travaux à Cavtat (Yougoslavie), consacrés à la santé des travailleurs migrants. Parmi ses conclusions, le BIT a notamment déclaré : « Les travailleurs yougoslaves et Nord Africains sont cinq fois plus sujets à la tuberculose que leurs collègues Français. Les travailleurs africains sont encore plus souvent victimes de cette maladie ». Autre conclusion : les travailleurs immigrés sont trois fois plus sujets aux maladies et accidents du travail que les travailleurs autochtones, pourtant déjà très touchés chaque jour. Causes de cette réalité : la sous-alimentation et l'insalubrité des logements.

Bâtiment : grève le 1^{er} décembre

Les syndicats CGT et CFDT de la construction proposent au million de travailleurs de ce secteur de se joindre aux initiatives prises le 1^{er} décembre par les syndicats de la fonction publique. La même décision a été prise par l'industrie papetière, l'habillement, les cuir et le textile.

DE NOUVELLES ATTAQUES CONTRE LES CHÔMEURS

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement Barre ou la direction des ANPE tente de diminuer artificiellement le nombre de chômeurs inscrits en vue de dégonfler les statistiques. On connaît par exemple la pratique qui consiste à rayer des listes des agences, tout chômeur qui refuse le premier emploi mal payé ou trop éloigné de son domicile, alors que les textes de loi

précisent que le chômeur peut conserver ses droits... jusqu'à trois refus. Il s'agissait là d'une remise en cause, d'une mesure déjà inacceptable. Le directeur de l'agence nationale pour l'emploi va cette fois beaucoup plus loin. Le syndicat CGT des affaires sociales vient de rendre publique une note qui donne ordre à tous les services de l'agence de ne plus inscrire comme de-

mandeurs d'emplois, les travailleurs de la «catégorie 1». De qui s'agit-il ?

L'ANPE refusera désormais d'inscrire comme chômeurs avec les droits que cela suppose, la totalité des jeunes «en attente d'un emploi assuré dans la fonction publique après avoir été reçus à un concours». Concrètement, les jeunes dans ce cas, ne toucheront aucune indemnité pendant plusieurs

des listes de chômage, «les demandeurs en attente d'entrer dans un stage de formation professionnelle dès qu'ils ont subi avec succès les épreuves de sélection». Là encore, les travailleurs dans ce cas, risquent d'attendre au minimum un an, au maximum cinq ans, la plupart des centres de FPA étant pleins aujourd'hui. Certains secteurs ayant d'autre part le «plein» de leurs prochains stages pour plusieurs années.

Seront aussi radiés, les femmes de ménage faisant moins de 24 heures par semaine, et inscrites à l'ANPE en vue de chercher un emploi à temps complet. La dernière catégorie touchée par ces mesures concerne les jeunes «en attente d'incorporation dans un délai de six mois». Le gouvernement a sans doute estimé que les incitations faites aux jeunes il y a quelque temps, pour qu'ils devancent l'appel, incitations déjà destinées à camoufler le chômage, n'étaient pas assez persuasives !

Si la «baisse» du chômage découlait de ces mesures ne trompe guère de monde, les travailleurs en subiront durement les conséquences : en clair, ce sont des dizaines de milliers de chômeurs qui vont ainsi être rayés des listes de chômage et qui vont perdre leurs allocations, leur droit à la sécurité sociale et toutes les autres garanties sociales arrachées ! Il ne saurait être question de laisser passer ces nouvelles mesures ! C'est le capitalisme qui est responsable du chômage ! A l'Etat capitaliste d'assurer la subsistance des chômeurs !



Socotel (Lannion)

130 employés dans l'attente

L'an dernier, des décisions étaient prises dans le domaine de la Commutation, visant à réorganiser cette industrie en France, et à ouvrir les portes du marché aux entreprises étrangères. Les travailleurs de cette branche s'attendent donc à des conséquences sur leur emploi, d'autant que des appels d'offre internationaux ont été passés par la direction des Affaires Industrielles et Internationales, et par la Direction Générale des Télécoms.

Depuis 18 mois, c'est donc l'incertitude chez Socotel à Lannion : le bruit

court que le contrat renouvelable chaque année avec les commanditaires de l'entreprise ne serait pas renouvelé fin 77. Malgré plusieurs demandes, le ministre des PTT, N. Segard, n'a toujours pas donné de réponse en ce qui concerne l'emploi. Il s'est contenté de phrases inquiétantes du genre : «la réorganisation de l'industrie française de la Commutation appelle la modification de la structure de Socotel». Les syndicats exigent que «le personnel soit assuré de la sécurité de l'emploi et de la conservation des avantages acquis».

mois, voire un an, sinon plus, période approximative du temps qui s'écoule entre la réussite à ce genre de concours et de l'entrée réelle en fonction. Cette période pourra même être allongée en cas de refus d'un emploi trop éloigné.

Autre catégorie de travailleurs qui va être rayée

Contre les mesures Stoléru : manifestation à Paris le 19 novembre

De nombreuses organisations immigrées et françaises appellent à une manifestation contre les mesures Stoléru, le samedi 19 novembre, à Paris (14 h, métro Barbès).

Elles refusent les 3 décisions prises contre les immigrés : arrêt de l'immigration familiale, extension du million aux immigrés ayant travaillé au moins cinq ans en France, arrêt de toute délivrance de carte de séjour et de travail.

Ces mesures visent à faire des travailleurs immigrés des boucs émissaires dans la situation actuelle de chômage, elles visent à diviser les travailleurs immigrés et français.

Dans le même temps, les immigrés continuent à être parqués dans les foyers prisons que sont les foyers SONACOTRA, ils sont en butte aux tracasseries policières et administratives. Les attentats fascistes se sont multipliés, avec l'incendie de plusieurs foyers ou hôtels, à Paris et à Marseille. Les expulsions, via les prisons clandestines du genre de celle d'Arènes à Marseille, sont de plus en plus nombreuses.

Tous à la manifestation du 19 novembre, pour exiger l'annulation de ces mesures discriminatoires, et affirmer l'unité de la classe ouvrière, français et immigrés.

Affaire Klaus Croissant

Résister à l'Europe de Schmidt

Devra-t-on lire un jour dans les journaux que Klaus Croissant «s'est suicidé dans sa cellule», dans quelque prison de Stuttgart ou de Munich ? C'est en tout cas la question que l'on peut se poser alors que le procès en extradition de l'ex-avocat de la «Fraction Armée Rouge» vient ce mercredi devant la dixième chambre d'accusation de Paris : peu de temps après la mort de Baader, Raspe et Gudrun Ensslin, les autorités allemandes viennent en effet de rendre publique la «pendaison» d'Ingrid Schubert dans la prison de Munich où elle avait été transférée.

Une fois de plus, c'est l'écœurante répétition de l'autopsie officielle qui conclut à «un cas typique de pendaison», de la cascade de «révélations» douteuses sur le matériel, allant d'une corde de douze mètres à 400 grammes d'explosif, qui aurait été retrouvé dans les cellules successives de la prisonnière. Qui peut encore y croire ? Dans une lettre du mois d'août publiée mardi par «Libération», Ingrid Schubert rappelle elle-même : «Ils n'ont fait que construire une machine perfectionnée qui peut contrôler et enregistrer tous nos mouvements ; une architecture qui n'est qu'un mélange bâtard de guichets blindés de banque derrière lesquels les flics ne nous perdent pas une minute des yeux, et de cage à fauve».

En réalité, les conditions de la détention et de la mort des membres de la RAF dans les prisons allemandes ne sont que des éléments d'un système policier chaque jour plus perfectionné, qui vise à étouffer dans l'œuf toute velléité révolutionnaire. Les avocats, comme Klaus Croissant, qui voient dans la lutte contre cet étranglement des libertés leur devoir professionnel, se trouvent aujourd'hui parmi les principales cibles de ce système. La cour constitutionnelle de Karlsruhe vient en effet de confirmer la loi sur «la mise au secret», votée à la faveur de l'affaire Schleyer, et qui interdit tout contact entre les condamnés pour «terrorisme» et l'extérieur, y compris leurs avocats. De plus en plus, ceux qui pourront plaider dans ce genre d'affaire ne seront plus que des représentants du ministère de la justice, cette loi indiquant que les défenseurs devront être nommés par le tribunal et devront s'engager à taire les motifs de la «mise au secret».

C'est pour collaborer, à la demande de Schmidt, avec cette justice policière à l'allemande, que Giscard mobilise aujourd'hui à son tour les forces de son Etat. C'est, devant la chambre d'accusation, le procureur général Sadon qui se déplace lui-même pour demander l'extradition de Croissant : fait sans précédent depuis près d'un siècle. A la veille du procès, certaines informations faisaient état d'une rencontre au cours de laquelle Sadon aurait pu apprendre directement ce que voulait l'Elysée.

C'est encore, intervenue lundi, l'interdiction de la manifestation qui devait se tenir mardi à Paris pour exiger que Klaus Croissant puisse bénéficier en France du droit d'asile politique. Et, dans les facultés parisiennes, la tentative systématique des administrations pour interdire les meetings qui se déroulent pour la même cause.

Lundi, à la suite de ces mesures, notre Parti publiait avec d'autres organisations un communiqué qui se concluait ainsi : «Les travailleurs, les démocrates n'accepteront pas ces restrictions graves et inquiétantes à leurs libertés d'expression et de manifestation». Effectivement, l'enjeu est la résistance à l'Europe que voudraient construire à l'image allemande, les Giscard et les Schmidt. Riposter aujourd'hui, c'est la nécessité urgente pour préserver, demain, les conditions de la lutte de notre peuple.

Jean LERMET

Les personnalités signataires de l'appel à la manifestation prévue mardi à Paris contre l'extradition de Klaus Croissant ont publié, à la suite de son interdiction, le communiqué suivant :

Une manifestation digne, pacifique, avait été prévue contre l'extradition de Klaus Croissant. Le gouvernement l'a interdite empêchant l'opinion de s'exprimer légalement et pacifiquement conformément à la tradition démocratique. Cette nouvelle pression s'ajoute à celles qu'ont représentées les déclarations du ministre de la justice avant le procès et la présence exceptionnelle et insolite du procureur général Sadon.

Cela traduit la volonté du pouvoir de tout faire pour satisfaire le gouvernement de Bonn. Au-delà du cas de l'avocat Croissant, ce sont les libertés démocratiques et toute la tradition du droit d'asile qui sont en jeu. Devant l'impossibilité d'une manifestation de masse autorisée, nous protestons avec indignation contre l'attitude du pouvoir et nous appelons les Parisiens à participer dans les quartiers et les universités à une journée d'information destinée à faire comprendre à l'opinion les lourdes implications pour les libertés en France de l'attitude du gouvernement. En fonction des prochaines décisions judiciaires et gouvernementales, nous envisageons la réunion d'un meeting. La date du vendredi 18 novembre à 20 h 30 est d'ores et déjà retenue.

Par ailleurs, un autre groupe de personnalités «s'associe aux prises de positions de plusieurs groupements d'avocats qui s'élèvent contre la mesure d'extradition qui pourrait frapper Klaus Croissant».

Tribune libre

Faillite à droite, cassure à gauche

QUE FAIRE POUR 78?

Le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40

République du Centre

Deux journalistes condamnés

Camus et Dupuis, deux journalistes du quotidien régional *La République du Centre* ont été condamnés lundi par le tribunal correctionnel d'Orléans, respectivement à 500 francs et 300 francs d'amende. Ce verdict ne peut que satisfaire le plaignant, J. Guérol, secrétaire général de la rédaction de *La République du Centre*, même s'il n'a obtenu que le franc symbolique de dommages et intérêts alors qu'il réclamait 10 000 francs.

Le tort de Dupuis et Camus est d'avoir dit la vérité, en appelant les choses par leur nom sur certaines pratiques de Guérol. Guérol, débordant de reconnaissance pour la maison Dior qui lui avait offert un voyage au Maroc, à bord de Concorde, en compagnie d'autres journalistes, avait, dans un article paru le 19 octobre dernier cité quatre fois le nom de Dior et parle de la naissance d'un nouveau parfum «Dior-Dior», qui fut l'occasion de ce voyage.

L'article était le jour même de sa parution affiché sur le panneau syndical du SNJ (Syndicat National des Journalistes), avec les commentaires suivants : «*Le parfum, c'est comme l'argent, ça n'a pas d'odeur, les journalistes aussi ont leurs pots-de-vent*». Commentaires qui avaient vivement peiné Guérol et ont motivé ses poursuites contre le secrétaire de la section du SNJ, auteur des commentaires et Dupuis, membre du SNJ qui avait punaisé l'article et les commentaires.

Le tribunal n'a pas voulu se prononcer sur le contenu de l'article et ne s'est pas posé la question de savoir s'il s'agissait d'une publicité camouflée. Il a néanmoins estimé qu'il y avait diffamation. Peu lui importait que les commentaires des journalistes aient été justes ou faux, c'est le droit à la critique qui est condamné.

Plainte contre l'hôpital de Pontoise

Un bébé de trente et un mois est mort la semaine dernière à l'hôpital de Pontoise, après avoir fait une chute de 15 mètres dans la cage d'un monte-charge de l'hôpital. Son père a décidé de porter plainte contre la direction de l'hôpital, estimant celle-ci responsable de l'accident.

L'enfant était tombé dans un espace de 26 cm compris entre une paroi du monte-charge et le monte-charge lui-même. Pour son père, son fils «est mort de l'inadmissible laisser-aller que fait régner la direction de l'hôpital de Pontoise dans son établissement». Il affirme que durant son hospitalisation, son fils était toujours seul dans le couloir du service d'ORL.

Selon la direction, par contre, il s'agit d'une indiscipline flagrante, «*frisant même la mauvaise volonté*». A trente et un mois !

EDF hors-la-loi

Mardi 9 novembre 1977, les membres du Comité de Défense contre la centrale nucléaire de St-Maurice-St-Alban (Isère) ont bloqué de 14 h. à 17 h. les camions de la Société des Grands Travaux de Marseille qui procèdent à des stockages de gravier pour le compte de EDF.

Cette action a été déclenchée pour appuyer une nouvelle demande faite au sous-préfet de Vienne de faire cesser les travaux entrepris pour le site nucléaire.

Ces travaux (stockage de gravier, sondages, piquetages, abattages d'arbres fruitiers, etc.) sont en effet illégaux puisque le Conseil d'Etat n'a pas encore déclaré l'utilité publique de cette centrale. Ici comme à Cruas-Meysses et sur les autres sites, EDF impose ses propres lois.

San Sebastian : relais de télévision plastiqué

Un relais de télévision de la deuxième chaîne inauguré il y a un mois, a été détruit par une explosion à St-Sebastian, dans le Pays Basque espagnol, dans la nuit de lundi à mardi. Ce relais servait à diffuser les émissions françaises en Espagne.

Rapport sur le budget de la télévision

UN CONSTAT D'ECHEC DE LA RÉFORME DE L'ORTF

Le premier point étudié par la commission dans le budget de la télévision, c'est comme il se doit les ressources financières. Les deux principales sources de financement sont la redevance et la publicité. Pour ce qui est de la redevance, elle est augmentée de 8,6 % en 1978, s'établissant à 176 F pour le noir et blanc et 264 F pour la couleur. Par contre, est supprimée la redevance radio qui rapporte beaucoup moins. La redevance est répartie entre les trois chaînes de télévision et France Inter selon des mécanismes complexes. La commission critique la complexité de ces mécanismes de répartition et le faible indice accordé à la qualité.

PUBLICITE ENVAHISSANTE QUALITE EN BAISSE

Une part de plus en plus grande du financement de TF 1 et A 2 vient de la publicité, qui encombre ces chaînes un peu plus chaque année. Ainsi en 1975, TF 1 et A 2 passaient 63 heures de publicité, chacune. En 1977, ces chaînes auront passé respectivement 91 heures et 82 h 24.

Le rapport constate que la qualité est en baisse sur les trois chaînes de télévision. Cela se manifeste par la part de plus en plus faible de créations dans les programmes, alors que les émissions dites d'information voient leur part s'accroître sensiblement

Le rapport de la commission des finances sur le budget de la radio-diffusion et télévision française, bien qu'il ait été présenté par un député RPR au nom d'une commission où les partis de droite sont majoritaires n'a pas pu masquer un certain nombre de problèmes et de défauts de la radio et de la télévision. L'importance de la publicité dans le budget de la télévision, la baisse de qualité des programmes, l'échec de la réforme entreprise il y a trois ans par Giscard, la commission n'a pu que faire ces constats avant les débats au Parlement. Elle a malgré cela, donné un avis favorable pour voter le budget.



La qualité est en baisse et le matériel usé.

passant de 29,2 % en 1974 à 35,8 % en 1977. Les jeux et les variétés connaissent également une forte progression. Les rediffusions, les séries d'origine américaine sont très nettement en hausse en 1977, par rapport à 1975. Une des raisons invoquées pour justifier la réforme de

1974, le démantèlement de l'ORTF était les économies que devait permettre cette réorganisation. Les promoteurs parlaient notamment d'une diminution notable du nombre d'employés. Or, après des licenciements qui se sont faits pour la plupart sur des bases syndicales ou

politiques, le nombre d'employés est redevenu plus important qu'avant la réforme, il a augmenté de 10 %. Comme le note le rapport, «*du fait de l'éclatement de l'Office de la disparition des services communs, chacun des nouveaux organismes a été obligé de reconstituer un certain nombre de cellules administratives pour exercer des activités qui autrefois étaient centralisées*».

DEFENSE DU MONOPOLE

En conclusion le rapport souligne que «*porteuse d'espoir à sa naissance la réforme de 1974, n'a pas donné les résultats escomptés. La notion de concurrence à laquelle on attribuait des vertus inégalées a débouché sur l'appauvrissement des programmes, un grave ralentissement de la création et le recours de plus en plus fréquent pour meubler les grilles, à la fâcheuse pratique des rediffusions, afin de remplir les vides que les productions américaines, les débats politiques et les variétés à grand renfort de «play back» ne parviennent pas à combler*».

Il est un point sur lequel le rapport ne dit rien, celui de la censure. Giscard avait présenté sa réforme comme devant permettre une plus grande liberté. En réalité l'autoritarisme des directeurs de chaîne est toujours aussi pesant. La censure continue de s'exercer, des émissions sont fréquemment reportées, interdites, coupées. Ainsi, dernièrement, une tribune libre sur les dissidents soviétiques, une émission sur l'informatique et une autre sur la drogue. Mais tel n'est pas le problème du député RPR, Le Tac qui ne s'en plaint pas.

Enfin, la commission a évoqué la question des radios locales. Elle s'est posée en défenseur du monopole de l'Etat contre les radios locales non contrôlées. La commission a toutefois envisagé la possibilité du développement des radios locales, mais dans le cadre strict du monopole, afin d'en garder le contrôle. Ainsi lorsque la commission parlementaire déplore l'échec de la réforme de l'ORTF, la baisse de la qualité des programmes, ce qu'elle a en vue c'est la baisse de prestige de la télévision comme instrument de propagande gouvernemental, et partant sa moindre efficacité.

Serge LIVET

La grogne des commerçants

Du nouveau dans la pâtisserie

Après la fin du mouvement de grève des boulangers, le climat est loin de s'être apaisé dans les rapports entre commerçants et gouvernement. Mais il semble que, tout en se donnant des airs de fermeté, le pouvoir se soit décidé à engager un certain dialogue avec les représentants des professions. En promettant des sanctions «pour ceux qui exagèrent», Boulin, lors de son passage au «Club de la Presse», n'en a pas moins entamé une sorte de «mini-désengagement» dans la polémique avec les commerçants.

Pour ce qui concerne les boulangers pâtisseries, une réunion gouvernement-commerçants aurait lieu de façon imminente.

Du côté des poisson-

niers, les présidents des syndicats régionaux, les détaillants de la région parisienne, les usagers du marché de Rungis et les «poissonniers-pilotes» se sont réunis lundi après midi au Palais des Congrès. Ils demandent «une concertation immédiate avec le gouvernement» et lancent une menace de grève qui prendrait effet après la vente de la marée actuellement pêchée en mer, c'est-à-dire pas avant une dizaine de jours. Les poissonniers protestent contre le blocage de certains de leurs prix : ils sont par exemple tenus de proposer un poisson en dessous de 10 F le kilo et un «filet» au dessous de 16 F le kilo. En échange de quoi ils ont droit à une certaine marge de souplesse sur leurs autres prix.

Tout en faisant savoir qu'il n'était pas prêt à revenir sur les taxations décidées, Barre a laissé entendre qu'il engagerait le dialogue après la fin des mouvements de contestation actuels.

Sur les étalages des boulangeries, le goût est de plus en plus à l'innovation : dehors du «p'ti Barre» à 1,10 F, sorte de croissant non taxé, on peut trouver le «nœud papillon» sorte de pain au raisin. Le pain au raisin cède aussi du terrain au «pain aux fruits confits». Le pain au chocolat laisse la place au «chocolat» sorte de brioche ou chocolat... Ceux qui ont moins d'imagination se contentent de faire disparaître de leur étal les marchandises taxées.

Quatrième congrès
du Syndicat des Avocats de France

DES AVOCATS CONTRE L'EXTRADITION DE KLAUS CROISSANT

«Syndicat de gauche proche du programme commun.

Ainsi se définit le Syndicat des avocats de France (environ un millier d'adhérents) qui a tenu Congrès à Strasbourg les 11, 12 et 13 novembre sur le thème du droit à la justice. Le SAF demande également «de profondes réformes démocratiques dans le domaine de la justice» et il estime que «le changement devra procéder d'une transformation radicale au sein de l'appareil d'Etat» mais qu'il ne veut pas «instaurer demain une autre justice de

Les sections de Lyon et de Marseille dont le point de vue est représentatif du courant majoritaire, ont déploré l'absence d'un projet de gauche sur la justice. Maurice Cohen, qui conduisait une délégation nationale de la CGT, tandis que la CFDT n'était représenté que par un membre de l'UD du Bas-Rhin, a lancé un appel à la collaboration entre la CGT et le SAF pour la recherche d'une «meilleure justice» et l'élaboration commune d'une proposition de loi sur l'aide judiciaire.

Par ailleurs le SAF a demandé que l'aide judiciaire gratuite soit accordée systématiquement aux travailleurs licenciés et aux

locataires expulsés.

Mais ce qui a constitué la toile de fond du Congrès c'est l'affaire Klaus Croissant et les atteintes aux droits de la défense et aux droits de l'homme en RFA. Les congressistes ont fait debout une longue ovation à maître Kurt Groenenwold défenseur des détenus membres de la RAF, radié du barreau de Hambourg et qui doit comparaître devant la Cour d'Appel de cette même ville en janvier prochain. On lui reproche de partager une «certaine indolence d'esprit» avec ses clients et d'avoir établi des contacts avec eux et l'extérieur. Dans son inter-

vention Kurt Groenenwold a estimé que dans le climat qui règne actuellement en RFA, Klaus Croissant n'a aucune chance d'être acquitté mais qu'il risque au contraire de rester de longues années en prison indépendamment des charges qu'on pourrait porter contre lui. Il a aussi insisté sur les entraves mises au droit de la défense, sur le climat de délation qui s'est instauré en Allemagne et sur les pressions exercées sur les progressistes. Il a cité le cas du père de Gudrun Ensslin poursuivi pour avoir émis des doutes sur le suicide de sa fille, et celui d'un jeune apprenti poursuivi pour avoir simplement rappelé que

«la classe se substituant à celle que nous combattons aujourd'hui». Ces formulations ont suscité des discussions animées. Certaines sections ont souligné qu'il ne suffisait pas de réclamer «la démocratisation de la justice» et le «libre accès de tous à la justice» mais qu'il fallait s'interroger sur la nature même de cette justice et poser la question de ce que voudrait dire «syndicat de gauche». Les discussions n'ont toutefois pas permis de modifier les positions réformistes du SAF.

Le Congrès qui a considéré qu'à travers le cas de Klaus Croissant, c'est la défense politique qui est mise en cause a adopté à l'unanimité une motion dans laquelle il demande que soit refusée l'extradition de maître Klaus Croissant et que lui soit accordé le droit d'asile politique en France.

Schleyer était un ancien nazi.

Le groupe d'information juridique d'Alsace est intervenu à la tribune pour lire une motion semblable dénonçant en plus «l'intervention intolérable de la Bundeskriminaland» (police criminelle) en Alsace.

Le groupe d'information juridique d'Alsace est intervenu à la tribune pour lire une motion semblable dénonçant en plus «l'intervention intolérable de la Bundeskriminaland» (police criminelle) en Alsace.

Trois militants inculpés à Dôle

Lors d'un bombage contre l'extradition de Klaus Croissant, trois militants de l'OCT ont été interpellés par la police à Dôle. Parce qu'il y avait dans leur voiture une boîte de désherbant et un paquet de sucre, la police a déclaré qu'ils s'apprêtaient à fabriquer des cocktails Molotov. Une seconde fouille, hors de la présence des militants, aurait permis de découvrir des détonateurs et des balles de fusil... Les trois militants sont inculpés de port d'arme de guerre de première catégorie. D'autres perquisitions ont eu lieu dans la région.

Réactions hostiles du PS et du PCF au «Mouvement écologique»

La décision du «Mouvement écologique» qui a tenu ses assises nationales ce week-end à Dollerem près de Mulhouse, de ne pas donner de consignes de désistement au second tour des élections législatives, même en faveur des candidats de gauche, provoque la colère du PS et du PCF.

Dans *La lettre de l'Unité*, bulletin quotidien du PS, on lit : «Ceux qui persistent à structurer la politique autour de l'écologie et à limiter l'importance de la lutte des classes, il leur restera, en dépit de leur attitude de Ponce-Pilate, à devenir les artisans de leur propre défaite.» Passons sur la lutte des classes, ce n'est pas cela qui importe au PS, ni les limites du mouvement écologique ou certaines de ses erreurs, mais son refus de soutenir la politique des partis de gauche estimant à juste titre que «la droite et la gauche représentent une gestion d'un même système». Même réaction au PCF. *L'Humanité* s'emporte contre le «Mouvement écologique» qu'elle accuse de faire «le jeu de la droite» et digère mal que le PCF ait été accusé d'avoir, concernant l'écologie, les positions les plus réactionnaires.

EXTRAIT DE LA MOTION DU SAF

«La demande d'extradition formulée par le gouvernement allemand est à l'évidence fondée sur des bases politiques comme le démontre l'analyse des deux mandats d'arrêt lancés par les autorités de la RFA. C'est la défense politique qui est mise en cause.

Aux poursuites contre notre confrère M^r Croissant s'ajoutent en RFA celles dirigées contre plus de 70 avocats, les restrictions aux droits de la défense allant jusqu'à imposer l'enregistrement des entretiens entre les avocats et les prévenus qu'ils défendent, la chasse aux sorcières contre des milliers de fonctionnaires, la délation généralisée.

Le SAF stigmatise l'intervention du ministre de la Justice demandant, alors que la chambre d'accusation de Paris était saisie, que le droit d'asile soit désormais refusé lorsque le terrorisme est invoqué dans les poursuites.

Il dénonce la convention européenne sur la répression du terrorisme. Il faut en refuser la ratification car elle bat en brèche nos principes constitutionnels sur le droit d'asile politique et internationalise la répression.

Le Congrès du SAF appelle les avocats à participer sur ces bases aux manifestations contre l'extradition de Klaus Croissant. Il invite ses sections à prendre toute initiative pour que les avocats se réunissent dans le Palais de Justice au moment où sera rendu l'arrêt pour témoigner de leur volonté de voir respecter partout les droits de la défense.

Une délégation a porté cette motion au Conseil de l'Europe à Strasbourg et à la Chancellerie à Paris.

Mis en service le 26 novembre

A QUOI SERT LE MÉTRO DE MARSEILLE ?

Le métro de Marseille sera mis en service le 26 novembre prochain. Les toutes premières rames rouleront sur un parcours de 6 km allant de la banlieue de la Rose à l'Est de Marseille, à la station de la gare St Charles, proche du centre ville. L'ensemble de cette première ligne qui doit aboutir à la place Castellane à trois km de la gare St Charles, entre en service au printemps 78. La première ligne comptera au total 9 km. Une deuxième ligne qui doit traverser Marseille du Nord au Sud est théoriquement prévue pour 1985.

Gaston Defferre prétend que le métro «est le seul moyen d'apporter une solution aux problèmes posés par les besoins en dépla-

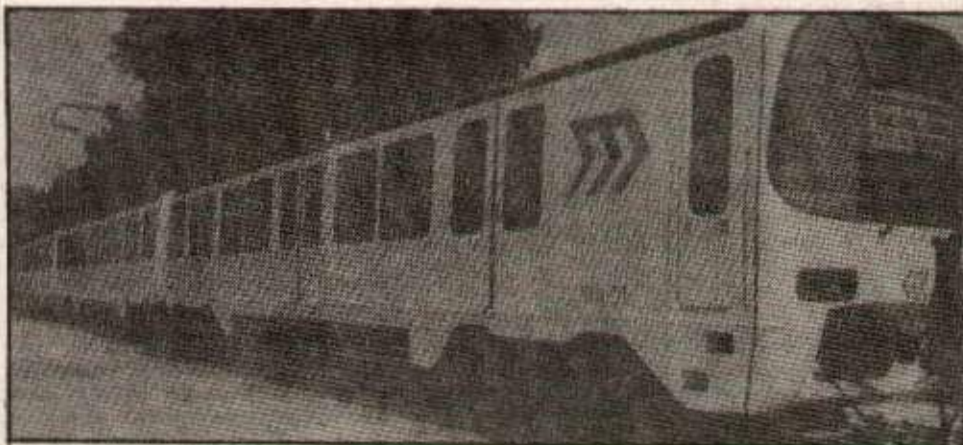
bourgeoisie d'affaires de Marseille) est totalement vouée à l'échec. En effet ce métro va fonctionner sur les rares lignes où les

au lieu des 860 millions de F prévus en 73, le coût total de l'opération s'élèvera à un milliard deux cent cinquante millions en 1978. L'opération de prestige qu'il représente est de surcroît totalement isolée : aucune politique globale de réhabilitation des transports en commun n'est prévue. La desserte d'autobus est lamentable. En 20 ans la régie marseillaise a perdu la moitié de ses voyageurs, selon les termes mêmes d'une étude

quartiers vers le métro. Dans le cas contraire seulement 15 % de la population bénéficiera du métro ! L'ouverture du métro ne résoudra pas l'immense congestion des transports marseillais. Le réseau des autobus en étoile condamne des milliers de travailleurs à traverser inutilement Marseille pour se rendre d'un quartier à un quartier voisin (par exemple pour aller de Montolivet à Saint Jérôme il faut changer de ligne et utiliser encore deux tickets : coût de l'ensemble 8 F 50 !)

Transports chers, les transports de Defferre sont —pour ne rien arranger— particulièrement lents (3,5 km/h de moyenne dans le centre ville le soir, 10 km/h pour les bus au moins sur la moitié des itinéraires !)

Mais cette congestion générale de la circulation ne semble pas gêner Defferre qui veut «son» métro à tout prix, avant Lille et Lyon, bien sûr... Il faut dire qu'au-delà des concerts d'avertisseurs il lui reste la belle perspective de plages qui ont valu à Marseille le trophée de ville la plus polluée de France...



cement d'une grande ville comme Marseille». Un seul ennui c'est que cette prétention de Defferre, obsédée par la mise en œuvre d'une politique de prestige (de nature à satisfaire la

transports actuels donnent déjà satisfaction aux usagers (sauf pour le tronçon la Rose, les Chartreux, actuellement mal desservi).

Le métro de Defferre est coûteux, même ruineux :

municipale dont nous avions révélé la teneur (QdP du 7 mai 77) cette ligne de métro transportera le quart de la clientèle globale si un service de bus efficace rattrait la clientèle des

Tribune
libre



Faillite à droite, cassure à gauche

QUE FAIRE POUR 78 ?

Le Parti Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste
expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40

Affrontements à la CNUCED

Une session de la CNUCED (conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) s'est ouverte le 7 novembre à Genève. Cette réunion avait été décidée en mai 1976 par la CNUCED. Elle doit étudier la possibilité de création d'un fonds commun pour la stabilisation des cours des matières premières. On sait que la stabilisation des cours des matières premières qui constitue en général la part la plus importante de leurs revenus est une revendication fondamentale des pays du Tiers Monde.

Le groupe des 77 (pays du Tiers Monde regroupés à l'ONU) a demandé à la CNUCED de mettre sur pied un projet de fonds de stabilisation des matières premières. A Genève actuellement, deux projets s'affrontent. Pour les pays du Tiers Monde, ce fonds serait de 6 milliards de dollars, fournis par tous les pays de la CNUCED en fonction de leurs moyens. Ce fonds permettrait de garantir les prix de nombreux produits de base.

Le groupe des pays industrialisés présente un projet assez différent : se-

lon ce projet, le fonds ne porterait que sur des accords internationaux déjà réalisés (il n'y en a qu'un seul de signé à l'heure actuelle, sur l'étain). Ce fonds ne ferait donc que centraliser les fonds de régulation de chaque accord et n'aurait pas de ressources propres. Enfin, les pays industrialisés proposent, pour la gestion de ce fonds, un système de vote en fonction des investissements consentis alors que les pays du Tiers Monde exigent un vote par pays. On voit que, malgré les grandes déclarations des pays impérialistes en faveur du nouvel ordre économique, les contradictions apparaissent très profondes dès qu'on discute dans le détail des solutions : les négociations de la CNUCED s'annoncent difficiles.

SOMALIE

L'annonce du renvoi des coopérants soviétiques en Somalie a donné lieu à d'importantes manifestations de joie dans la capitale somalienne.

A propos d'un nouveau livre de politique fiction :

UN RÊVE SOCIALO-GISCARDIEN

● Les incertitudes sur l'issue des élections législatives de 1978, provoquent chez les politologues de la bourgeoisie, une cascade de livres de politique-fiction, qui imaginent différents scénarios. Le dernier qui vient de sortir 20 h 07, 19 mars 1978, *Flash... législatives, la gauche battue* a pour originalité de prendre pour hypothèse une victoire électorale de la droite. Courte victoire, certes, puisqu'elle est due au système électoral en vigueur. La gauche recueille en effet 50,4 % des voix mais obtient seulement 235 sièges contre 238 à la droite. Pour faire plus vrai, les écologistes gagnent deux sièges. Et ce qui est très peu vraisemblable, l'UFBS de Furnon, 3 députés.

Ce résultat n'est pas dû à une gauche qui se serait présentée divisée devant les électeurs puisque F. Moreau envisage que le programme commun entre les trois partis d'opposition a été signé en janvier.

Le scénario est classique : cela commence par de nombreux incidents pendant la campagne électorale ; une fois les résultats du scrutin connus, Giscard réunit ses proches et discute du premier ministre qu'il va choisir. Mitterrand ? Non, il est encore trop tôt. Le choix s'arrête finalement sur Chaban qui ne tarde pas à présenter un programme qui reprend l'essentiel des mesures sociales prévues par le Programme commun légèrement en baisse (SMIC à 2 100 F, indexation de l'épargne, hausse de 75 % du minimum vieillesse etc.). Dassault est nationalisé et l'Etat prend une participation majoritaire dans la sidérurgie, dans Peugeot, bref il ne manque pas grand chose pour que ce soit le programme commun.

VIOLENCE ET DÉFI

La manifestation du premier mai décrite, dans la deuxième partie voit réapparaître Cohn Bendit ! L'occupation du Centre Beaubourg se solde par un mort. Le 12 mai F. Michelin est kidnappé. Le 14 mai les écologistes, R. Dumont et F. Lalonde en tête occupent le château de Chambord ; objectif : «contraindre le gouvernement à renoncer au programme nucléaire, à la force de frappe et à mettre fin à la pollution industrielle». Devant la pagaie qui s'installe, Mitterrand démissionne de ses responsabilités de premier secrétaire du PS. Sans doute sent-il son heure arrivée et tient-il compte du fait que les statuts du PS interdisent de détenir simultanément des responsabilités ministérielles et à la direction du PS. L'agitation se poursuit ; des commandos crèvent les pneus des voitures qui sont bientôt immobilisées par centaines faute de stocks de pneus dans les magasins. L'avion de Massu est détourné sur

Alger... L'indice des prix continue à galoper et dépasse largement les deux chiffres. Une scission ouvertement poujadiste du RPR, «Le Mouvement des Pas Contenus» se sépare un moment de Chirac.

Cette situation de violence et de défi permanent à l'autorité du gouvernement et la crise qui s'aggrave fait penser à Giscard que l'heure de «*Démocratie Française*» est arrivée. Il se rend rue de Bièvre pour tirer la sonnette de Mitterrand. Giscard annonce qu'il va faire instaurer la proportionnelle. Mitterrand voit «la montée du socialisme en France». Marchais laisse entendre dans son discours de la Fête de l'Humanité, que «l'union du peuple de France» est sur le point de devenir réalité...

QUESTIONS

Un certain nombre de réflexions s'imposent à la lecture de cet ouvrage.

C'est que ce livre de politique fiction est le premier à prendre pour hypothèse une victoire de la droite aux prochaines élections.

Paradoxalement il a été écrit par des gens qui se placent assez nettement dans une optique socialo-giscardienne. Que penser de ce passage où il est dit que Chaban échoue à redresser la situation parce qu'il n'a pas la confiance des travailleurs ? On sait en effet que Mitterrand se targue lui, de pouvoir sortir le capitalisme de la crise à cause du «consensus» qu'il serait capable de rassembler.

On comprend mal que l'expérience Chaban ne parvienne à débaucher qu'un seul radical de gauche et aucun socialiste.

On ne voit pas bien quel

est le rôle du PCF dans les nombreuses luttes qui se déclenchent dès la constitution du nouveau gouvernement. Dans l'ensemble son rôle est extrêmement discret.

Il faut remarquer enfin que le portrait qui est dressé des écologistes est tout à fait inadmissible et révèle bien la manière dont les partisans de la coalition socialo-giscardienne voient tout ce qui est contestation du projet capitaliste. De la même manière, les révolutionnaires dont il n'est question qu'une seule fois, à propos de crevaisons de pneus, sont amalgamés à l'extrême droite et englobés dans la fable des révolutionnaires terroristes.

Cependant, à part le rôle des révolutionnaires et des écologistes et le fait peu vraisemblable que les lendemains d'une victoire de la droite ne verraient que des luttes éparpillées bien des passages du livre sont crédibles.

La joie non dissimulée de Mitterrand quand Giscard vient le chercher par la manche, l'incapacité d'un gouvernement chabaniste à sortir le pays de la crise notamment.

On peut regretter que le livre ne soit pas passé plus rapidement sur cette première expérience pour s'attaquer à ce qui suivra. Il est peu vraisemblable que Giscard s'accomode si facilement de la participation du PCF au gouvernement et il est encore moins vraisemblable que s'il y parvenait quand même, l'expérience puisse durer longtemps, sans que cela ne se solde par une très profonde aggravation de la crise politique.

François MARCHADIER

Chirac dans les fiefs de la gauche

Avec une tournée dans la Loire qui l'a amené à visiter Firminy, Saint-Chamond et Saint-Etienne, Chirac entreprend de reconquérir des villes perdues par la droite lors des dernières municipales. Au besoin, en décochant sous un langage «unitaire» des attaques contre la «majorité» dont il espère ainsi se démarquer. «Il en est qui préfèrent la manœuvre et sont plus préoccupés de préparer en coulisse des reclassements éventuels, de supputer des alliances nouvelles» que de préparer une véritable relance, a-t-il ainsi déclaré à Saint-Etienne, ville récemment conquise par Sanguedolce, du PCF, blâmant ainsi publiquement les tentatives d'«ouverture» en direction du PS qui se multiplient ces temps-ci du côté de la majorité sous l'impulsion de Giscard.

Chirac mêle la menace à la démagogie. Aux opérations de charme consistant à aller discuter avec des

ménagères sur les marchés, se mêlent les déclarations selon lesquelles «après la crise, tout ne reprendra pas comme avant» et «il faut mettre fin aux rentes de situation, aux productions plus ou moins adaptées au marché intérieur et tout à fait inadéquates aux marchés extérieurs, aux inerties protégées, à la routine récompensée, au refus de s'expatrier pour assurer les échanges internationaux ou l'implantation d'usines».

C'est ce que Chirac appelle parler «le langage de la vérité, de l'effort et de l'espoir».

Restructuration capitaliste et mobilité de la main d'œuvre sont tout ce qu'a trouvé le président du RPR pour séduire la population de Saint-Etienne. Il est vrai que sur des points précis, la propagande du PCF lui avait préparé le terrain. Entre le capitalisme d'Etat ou le capitalisme tout court, les Stéphanois n'ont pas beaucoup le choix !

Rebelles

MENSUEL DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE



A l'action contre le chômage

n°8 Novembre 1977

4F

Rebelles N° 8 est paru.

Au sommaire de ce numéro, notamment :

- un dossier sur le chômage
- le mouvement des femmes
- un dossier sur les Indiens d'Amérique du Nord
- les leçons de l'Histoire : la révolution bolchévique.

Passez vos commandes :

57 rue Ordener
Paris 18°

Tribune
libre



Faillite à droite, cassure à gauche

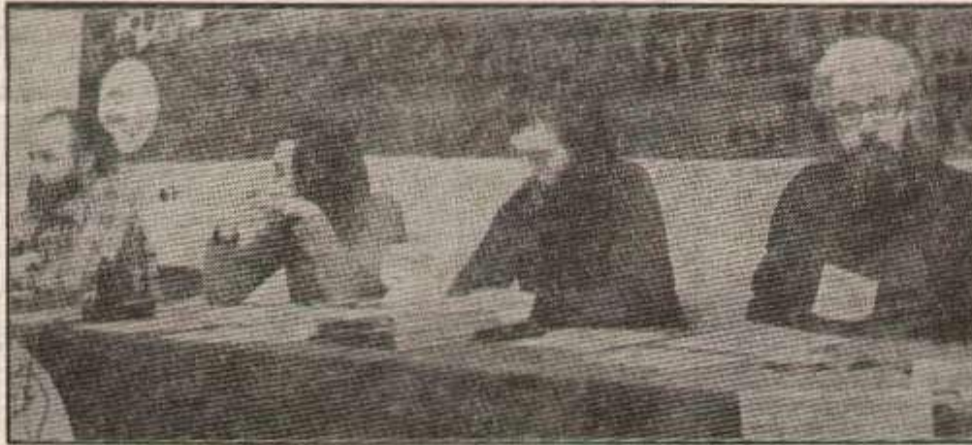
QUE FAIRE POUR 78?

Le Parti Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste
expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40

● Il serait bien imprudent de prétendre que le PSU, à l'issue de son Conseil National du week-end dernier, ait définitivement adopté une tactique d'action et défini des perspectives claires pour les législatives. Le flou subsiste encore quant au programme de ce parti, qui est en chantier depuis un an et demi maintenant, et plus encore des divergences politiques, aujourd'hui nuancées, ont pu se manifester en grand nombre lors du Conseil national de Limoges.

Conseil National du PSU à Limoges les 12 et 13 novembre 77



Le PCF à Aubervilliers et à la Courneuve

« Ce qu'ils disent... et ce qu'ils font »

Camarades,

Je vous envoie ces deux correspondances. Sur des petits faits que nous cotoyons chaque jour, parce que nous vivons dans un département (le 93) où l'on subit, dans la plupart des communes la gestion du PCF.

Trop souvent ces faits nous paraissent trop habituels, et nous ne pensons pas à les envoyer au journal, pour monter le divorce entre ce que promet le PCF et ce que nous vivons réellement dans le 93 et le 92.

C'est, je crois, un moyen efficace, parce que vivant et fondé sur des faits, pour aider à expliquer

Les crèches... pour qui ?

Parmi les réalisations de la gestion « démocratique » du PCF, les crèches sont de celles qu'ils vantent le plus. S'il est vrai que comparativement aux autres municipalités, un plus grand nombre de crèches a été construit, la réalité impose de s'interroger sur les couches sociales qui en profitent.

Ainsi à la crèche municipale Esthel Rosenberg à Aubervilliers sont environ 60 enfants admis, les enfants d'ouvriers représentent à peine 1/8 des enfants de la crèche, le reste des places bénéficie aux éléments de la petite bourgeoisie : professeurs assistants sociales... Et tout ce monde a la carte du PC dans la poche. Alors que normalement il existe une liste d'attente et que les équipements sociaux devraient être prioritairement au service des travailleurs les plus démunis. Les admissions en crèche se font en fonction des ressources financières

des parents : si les parents du 59^e enfant inscrit n'ont pas les moyens et que le budget de fonctionnement de la crèche n'est pas équilibré, celui qui sera choisi sera celui dont les parents permettent d'équilibrer le budget.

C'est ainsi que la plupart des équipements sociaux tant vantés par les municipalités du PC bénéficient à la petite bourgeoisie qui a les moyens de payer. Le PCF se justifie en disant qu'il manque de subventions de l'Etat. Mais plutôt que d'avoir une politique fiscale municipale qui taxe les riches, au nom des exigences de « l'union du peuple de France » avec les PME et du risque si on « taxe trop » d'accélérer la désindustrialisation. La municipalité PCF empêche ainsi les ouvriers de bénéficier des services sociaux qu'ils financent par les impôts locaux et qui leur sont soi-disant réservés.

Corr. 93

Les habitants des 4 000 en ont assez

Lundi 14 novembre, le lecteur de « L'Humanité » voyait figurer en première

page les actions exemplaires du PCF, à la cité des 4 000 à La Courneuve dans

Après son Conseil national de Limoges

LE PSU DANS LE SILLAGE DU PCF?

Le PSU entend donner l'image, dans son fonctionnement interne, de rapports autogestionnaires. L'image qui nous en a été donnée n'est pas très enthousiasmante. La démocratie fait souvent figure de gadget, avec comme dans les assemblées étudiantes d'après 68 : «Motions d'ordre», «motions de synthèses», chahut systématique quand parle l'orateur d'un courant minoritaire, votes pour savoir comment on doit voter, etc... Mais, «ceux qui parlent bien» y trouvent leur compte. A travers

cette ambiance particulière se manifestent en fait de réelles tensions politiques. Certes le PSU peut prétendre avoir retrouvé une certaine unité, puisque ce parti qui a compté jusqu'à 7 tendances n'en compte plus que deux : la tendance majoritaire, «A», et la tendance «C». La tendance «B» du congrès de Strasbourg en janvier 77 a quitté le PSU pour constituer les CCA. Encore faut-il préciser que si l'on s'en tient aux chiffres des mandats en présence, le rapport d'activité de la direction n'a été adopté qu'avec 54 % des mandats, contre 19 % d'absentions, 8 % de vote contre, et 19 % qui n'ont pas pris part au vote.

PSU récemment n'y change rien.

«LE COURANT AUTOGESTIONNAIRE»

La deuxième interrogation qui subsiste après le conseil national est celle de la nature de ce que le PSU appelle «le courant autogestionnaire». Le mot d'autogestion recouvre en fait de multiples explications, et chacun, y compris dans le PSU, en donne une définition différente. Les composantes de ce courant, telles qu'elles sont citées, sont les mouvements écologistes, les mouvements de femmes, les mouvements régionalistes, et sans plus de précisions, un certain courant anti-réformiste dans la CFDT.

LE PCF A-T-IL ÉVOLUÉ ?

Nous avons indiqué hier combien la question des rapports avec le PCF avait traversé, d'une manière ou d'une autre, l'ensemble des débats. La thèse sur laquelle s'appuie la direction du PSU est que le PCF, aujourd'hui, évoluerait. Il prendrait en compte principalement, les «aspirations des travailleurs à l'autogestion». La démonstration d'une telle évolution reste à faire, et le Conseil National n'a rien apporté en ce sens. Peut-être la direction compte-t-elle au nombre des pas positifs du PCF une certaine interview des Lip, paru dans *France Nouvelle* avec force références à l'autogestion et la démocratie ? Or cet article, et la manière dont il a été conçu, ont été vivement contestés précisément par certains militants PSU de Lip. Peut-être est-il fait référence à l'ouverture d'une session du comité central du PCF aux journalistes ? Tout le monde a pu constater de quelle parodie de démocratie il s'agissait là.

Un camarade du Parti de la Seine St Denis (93)

même tapage sur les hausses de loyers et une partie des locataires avait fait la grève des hausses, pour se retrouver seuls face aux huissiers une fois la campagne «Vérité-Espoir» terminée.

Les gens en ont assez d'autre part de voir le comité de locataires confisqué par le PCF, aucune démocratie n'y était possible.

Rencontrant des difficultés pour gagner l'accord des travailleurs sur leurs propositions dans une cité qu'ils présentent comme leur fief, les gens du PCF en sont venus à quémander les adhésions comme condition, si l'on veut être défendu dans la lutte des loyers. Cette pratique manipulatoire qui ne substitue aux organisations de masse, empêche les locataires de pouvoir s'unir pour la lutte sur ce point particulier. Car qui veut lutter sur les loyers est obligé d'avaler l'ensemble de la ligne du PCF.

Dimanche ce divorce entre les habitants de la cité et les gens du PCF se manifestait sur l'indifférence générale qui a accueilli si l'on peut dire, la prise de parole.

Correspondant Seine-St-Denis (93).

ce qu'est la gestion du PCF, sa nature —notamment auprès de ceux qui n'en ont pas l'expérience directe.

A mon avis, il faudrait que ce genre de correspondance soit plus fréquent, comme par exemple, celle de l'usine Brandt à Lyon sur une adhésion-bidon au PCF.

Il faudrait pouvoir tenir ainsi une rubrique vivante qui pourrait s'intituler : «Ce qu'ils disent... et ce qu'ils font».

le 93, grande cité souvent mise en valeur dans la presse du PCF.

Le PCF dans la légende de la photo était présenté comme à la tête de la lutte contre les hausses de loyers, qu'en est-il en vérité ? Tout d'abord, si les luttes de loyers sont mises en avant aux 4 000, c'est parce que les 4 000 dépendent de l'office régional d'HLM aux mains de la bourgeoisie de droite. Pour toutes les cités voisines qui dépendent d'offices municipaux d'HLM, le PCF est beaucoup plus discret. On dit par exemple qu'à la cité des Francs Moins à St Denis où les 2 500 logements sont répartis entre OPHLM de St Denis et la société Logirep, l'OPHLM municipal n'accepte que des gens qui ont assez de garanties pour payer, «reflants» les cas litigieux à Logirep qui pourra penser-on expulser avec moins de problèmes.

Quant aux 4 000 si le PCF fait tant de bruit dans la période, c'est qu'immédiatement une grande partie des locataires ne veut pas faire grève des loyers pour la bonne raison, que les gens en ont assez de voir leurs luttes manipulées par le PCF en fonction de ses besoins politiques.

Ainsi lors de la campagne «Vérité-Espoir», il y a un an, il y avait eu le

La seule évolution du PCF, elle est dans sa tactique aujourd'hui : pour tenter de peser davantage dans la classe ouvrière, pour tenter de gagner plus de positions face au PS, le PCF entend bien se rallier ceux qui ont une dent contre la social-démocratie de Mitterrand : animé par un fort et bien explicable sentiment contre l'ex PSU Rocard, le PSU est une proie tentante. Quant au projet de capitalisme d'Etat dont le nom est évoqué, à l'occasion par le PSU, il n'a pas changé d'un pouce !

Toute l'attitude du PCF consiste au contraire à se donner les moyens d'y parvenir. Le fait que ce soit Marchais et Fiterman en personne qui aient reçu une délégation du

Tous ces mouvements existent ; ils sont une réalité, et bien souvent porteurs d'authentiques aspirations à un changement de la société, à une prise en main par les travailleurs eux-mêmes de leurs affaires. Quel terrain d'entente pourrait exister entre une gauche porteuse de projets bourgeois, et des courants qui justement ne peuvent se reconnaître dans de tels projets. Cela de nombreux délégués au Conseil National du PSU l'ont souligné : il est vain de vouloir établir une passerelle entre ces projets et ces aspirations qui se révéleront nécessairement inconciliables.

Cette contradiction ne peut d'ailleurs que se révéler dans la pratique : les fédérations du PSU sont libres en principe de construire le «front autogestionnaire» selon leur situation locale propre. L'alternative sera alors nette : ou bien participer de ce combat contre les projets bourgeois, ou bien se rallier aux partis bourgeois de gauche.

Dans les quelques 300 circonscriptions où le PSU compte être présent d'une façon ou d'une autre, la nécessité de faire des choix du point de vue des alliances électorales mettra, sans doute, en lumière et avivra les contradictions qui se manifestent déjà à ce conseil national.

Un certain nombre de militants PSU voient non sans inquiétude se profiler l'éventualité que leur organisation ne devienne plus, à brève échéance, qu'un simple appendice des partis de gauche, et tout particulièrement du PCF. C'est en tout cas l'orientation qu'entend suivre, de fait, malgré un discours autogestionnaire maintenu, la direction du PSU.

Nicolas DUVALLOIS

U.S.A.

Les dockers américains voteront d'ici vendredi sur le protocole d'accord signé par les directions syndicales et les armateurs au bout de 44 jours de grève. Il s'agit d'un nouveau contrat de trois ans par lequel les patrons garantissent l'emploi et une augmentation de 30 % du salaire horaire.

ANGLETERRE

Grèves en cascade : celle des pompiers est particulièrement spectaculaire car elle embarrasse le gouvernement. Ceux-ci réclament une augmentation de 30 % de leurs salaires, tandis que le gouvernement refuse de lâcher plus de 10 %. C'est une nouvelle offensive contre le contrat social du gouvernement travailliste.

ESPAGNE

Les employés au sol des aéroports espagnols ont repris le travail lundi, après une grève de 72 heures. Ils menacent de reprendre la grève nationale vendredi, si d'ici là leurs revendications n'étaient pas prises en considération : ils ont rejeté la limite de 22 % de hausse des salaires fixée par le pacte national d'austérité liant le gouvernement à la gauche et exigent une augmentation de 50 % environ.

AFRIQUE DU SUD

Les témoignages des policiers sur les circonstances de la mort du dirigeant noir Steve Biko ont révélé que celui-ci avait été enfermé dans une cellule pendant plusieurs jours, alors que c'était l'hiver, avant d'être interrogé pendant plus de cinquante heures. Au cours de cet interrogatoire, une mêlée s'est produite aux dires des tortionnaires, au cours de laquelle Biko se serait cogné au mur ! Ce n'est pas ce qui explique que l'autopsie ait relevé des traces de coups qui ont gravement endommagé son cerveau et ont conduit à la mort.

MOYEN-ORIENT

La Knesset israélienne devait officiellement inviter Sadate à se rendre en Israël ce mardi. Mais rien ne se décidera véritablement avant la rencontre Sadate-Assad qui doit se dérouler mercredi. De leur côté, les Etats-Unis envisagent d'organiser en Europe une rencontre entre les représentants d'Israël et des pays arabes en Europe, avant toute reprise de la Conférence de Genève.

PALESTINE

Une patrouille israélienne a été attaquée à la grenade dans la vieille ville de Naplouse, affirme le porte-parole des forces d'occupation. C'est le premier attentat de ce genre depuis quelques semaines dans cette ville.

Shah d'Iran aux USA

L'IRAN

ET LES SUPER-PUISSANCES

Le Shah d'Iran se trouve aux Etats-Unis où il doit rencontrer Carter pour la première fois. Au cours de la campagne présidentielle américaine, le shah n'avait pas caché sa réprobation de voir Carter occuper le premier poste de l'administration américaine. Avec près de 100 000 prisonniers politiques, selon une estimation de la commission internationale des juristes, la torture institutionnalisée, les assassinats politiques en pleine rue, l'Iran aurait pu être un champ d'application de la politique Carter concernant les droits de l'Homme, il n'en fut rien. Elle aurait pu être le champ d'application de la politique américaine de réduction des exportations d'armes. Il n'en fut rien.

Le soutien au régime du Shah apparaît comme l'un des éléments de la controverse entre deux courants de la politique étrangère américaine, celle de Carter et celle de Kissinger. Au cours du voyage de Farah Diba qui préparait la visite de son mari, Kissinger manifesta son appui au Shah en ne la quittant pas d'une semelle dans toutes ses démarches : l'ancien ministre de la défense, Rogers, quant à lui, préside la fondation Pahlavi aux USA, et Helms, ancien chef de la C.I.A. vient de s'installer en Iran. La question du pétrole, les ventes d'armes sont au centre de ces controverses dont l'enjeu est la place attribuée à l'Iran dans la politique étrangère américaine.

Carter paraît avoir accepté de soutenir le régime du Shah pour autant qu'aucune alternative favorable à la politique de la nouvelle administration américaine ne semble en passe de s'affirmer en Iran.

Du point de vue militaire, le Shah d'Iran a entrepris depuis plusieurs années la mise sur pied d'une armée qu'il veut rendre comparable à celle de la France. Elle s'accroît sans cesse en absorbant régulièrement chaque année plus de 50 % des revenus pétroliers du pays. Les effectifs se développent, comprenant plusieurs centaines de milliers d'hommes ; la masse des armements commandés est apte à terme à équiper une armée de près d'un million d'hommes.

UN BUT DU RÉGIME :
UNE ARMÉE FORTE

A partir de la fin des années 60, les USA ont participé pleinement à la restructuration et à la modernisation de l'armée du Shah qui utilisait l'intervention en Oman comme un terrain d'expérimentation pour la mise en œuvre du nouveau matériel. Les conseillers militaires américains s'accroissent sans cesse en nombre au fur et à mesure de la croissance de l'armée iranienne. En 1971, ils étaient 7 à 8 000, en 72 ils étaient évalués à 15 000, ils étaient 25 000 en 1975. Actuellement, ils sont 35 000. L'administration précédente avait prévu de porter leur nombre à 60 000 d'ici 1980.

L'Iran est le premier acheteur d'armes des Etats-Unis depuis plusieurs années. Au cours de la seule année 1976, l'Iran a commandé aux Etats-Unis pour 5 milliards de dollars d'armement souvent très sophistiqués, puisque la commande comprenait par exemple des avions F 18 qui n'étaient pas encore en service dans l'armée américaine.

Cette commande est le seul domaine où, jusqu'à présent, la politique américaine en matière de réduction des exportations d'armes ait été appliquée

dans l'attente des commandes de F 18 par l'armée de l'air américaine, condition pour que cet avion puisse être exporté, 160 F 16 ont été promis au Shah en sus des 140 qu'il avait déjà commandés. Cyrus Vance, au terme de sa visite en Iran en mai 1977, affirmait au cours d'une conférence de presse qu'il était hors de question de lier les livraisons d'armes à l'application des droits de l'homme en Iran. L'administration Carter reprenait à son compte pour de multiples raisons l'essentiel de la politique mise au point par Kissinger.

En octobre 1977, on apprenait que les Etats-Unis achevaient de mettre au point un projet d'intervention militaire dans le Golfe, des manœuvres militaires combinées entre la porte-avions U.S. «Enterprise» et l'armée de l'air iranienne sont organisées. Carter ne semble pas souhaiter remettre en cause les relations privilégiées tissées avec le régime du Shah qui, tout en muselant le peuple iranien peut peser d'un grand poids dans l'équilibre des forces dans la région en cas de conflit sur l'énergie. En même temps, participant étroitement aux alliances militaires US, le régime du Shah apparaît encore aux Américains comme un glacis face à l'URSS à qui il coupe la route du golfe.

LE PLUS GROS
MARCHÉ
URSS - IRAN :
DES ARMES

Si le Shah fait grand bruit sur ces traités pour obliger l'administration à ne pas lui ménager son soutien, des relations propres de l'Iran avec l'URSS ne cessent de se développer : l'URSS et l'Europe de l'Est absorbent la plus grosse partie des exportations non pétrolières de

l'Iran, que le régime voudrait accroître ; un important contrat de commerce ouvrant largement le marché soviétique aux marchandises iraniennes, a été signé en 1976. Dans le secteur du gaz naturel, l'Iran et l'URSS collaborent étroitement, l'URSS revendant très cher à l'Europe le gaz qu'elle achète à bas prix à l'Iran. Elle a également installé dans ce pays quelques usines clef en main.

En octobre 1976 enfin, l'URSS et l'Iran ont signé le plus important contrat de l'histoire de leurs relations, d'une valeur de plus de 500 millions de dollars. Il s'agit de la livraison par l'URSS de missiles SAM 7, de camions blindés de transport de troupes et de camions blindés de transport de chars. Le précédent contrat d'armes — et le seul — d'une valeur de 100 millions de dollars remonte à 1966.

Par ailleurs, en échange de la livraison d'un pilote de MIG qui avait atterri en Iran, l'URSS a fermé le radio du parti révisionniste iranien qui émettait de la Bulgarie.

LA POLITIQUE
DU PÉTROLE

Entretenant d'étroites re-

lations avec l'impérialisme US, courtisé par l'URSS, le régime du Shah d'Iran est toujours largement dépendant du pétrole pour ses projets. Le pétrole sert à payer ses équipements militaires, et il est censé payer ses ambitieux projets industriels. C'est une des raisons pour lesquelles au sein de l'OPEP, il a longtemps défendu une politique de forte hausse des prix. Le secrétaire américain du Trésor, il y a quelques semaines, le Shah lui-même à la veille de son départ pour les Etats-Unis, ont déclaré que lors de la prochaine réunion de l'OPEP il n'en serait plus de même. Peu ou prou, le Shah semble accepter l'exigence de Carter pour qu'il n'y ait pas de forte hausse du pétrole.

Les USA ont accepté sans mot dire que le Shah d'Iran poursuive sa politique nucléaire, reposant notamment sur la collaboration de la France et ils n'ont en rien, actuellement, infléchi leur politique à l'égard de l'Iran. Ces facteurs ont sans doute compté, les Etats-Unis disposant d'une vaste implantation dans l'économie iranienne où opèrent 5 000 sociétés américaines, de-

puis le pétrole jusqu'aux divers projets mis en place par le régime, ce qui leur donne la possibilité de peser sur la politique économique du Shah.

Les projets du Shah d'édifier à partir du pétrole une puissante base industrielle en Iran, connaissent aujourd'hui un temps d'arrêt. Les plans sont loin d'être réalisés, l'indépendance réelle du pays non plus.

L'énorme flux de capitaux étrangers qui a accompagné les projets du Shah s'est traduit par une grande corruption, mais surtout par une énorme inflation. Accompagnée par la destruction de l'agriculture au profit des cultures industrielles destinées à l'exportation, on observe une pénurie complète de fruits, de viande.

A nouveau, le peuple manifeste, il proteste contre les conditions de vie, contre le régime fasciste du Shah. Une nouvelle fois, il se dresse pour l'indépendance réelle dont le pétrole reste le symbole, et pour laquelle le régime du Shah a montré ses limites à l'assurer.

Grégoire CARRAT

Contre le voyage du Shah



Manifestation contre le Shah d'Iran devant le centre Beaubourg

Manifestations
en France et aux USA

A l'occasion de la tournée internationale du Shah les étudiants iraniens anti impérialistes et anti fascistes se sont mobilisés partout dans le monde pour dénoncer son régime d'exploitation et d'oppression et faire connaître les luttes du peuple iranien.

Dès dimanche, les étudiants iraniens de Paris ont fait des interventions dans un certain nombre d'endroits touristiques fréquentés (Trocadero, Etoile, Beaubourg...) en déployant des banderoles, et en lançant des mots d'ordre. L'intervention à Beaubourg a été particulièrement réussie et suivie. Ils

ont également fait des interventions dans plusieurs marchés populaires de la région parisienne, en présentant des sketches. Leurs mots d'ordre étaient «Shah fasciste hors de France», «Shah fasciste, Giscard complice», «vive la lutte du peuple iranien».

Aux Etats-Unis, les organisations étudiantes iraniennes se sont également regroupées pour faire des actions communes et intervenir auprès des mass media pour faire connaître la réalité de l'Iran : ils ont pu faire passer des articles dans certains journaux.

L'autorisation de manifester n'a été donnée aux

un fasciste que le 16 novembre, alors qu'une prétendue «manifestation de soutien au Shah» était organisée dès le 15. Des journalistes ont révélé que cette manifestation, abondamment annoncée par affiches, était entièrement financée par le Shah lui-même. Le dictateur serait accompagné aux USA par plusieurs milliers de rangers qui assurent sa «protection». Les forces de répression pourraient provoquer des incidents en agressant les manifestations des étudiants.

Dimanche 27 novembre Paris 14 h Mutualité

faillite à droite, cassure à gauche



Que faire pour 78?

Préparons l'alternative révolutionnaire
Préparons-nous à la lutte

Rassemblement Communiste
14 h Salles de la Mutualité
M^o Maubert - Mutualité
Dim 27 novembre

Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste
Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

Tous au Rassemblement Communiste

Le Rassemblement Communiste du 27 novembre dans les salles de la Mutualité à Paris, revêtira une importance particulière.

Il se situe au moment où la cassure de l'Union de la Gauche a mis bien davantage en lumière les projets contradictoires du PS et du PCF, où de ce fait, la nature bourgeoise de ces projets, notamment de celui du PCF, apparaît plus largement, plus nettement, pour de nombreux travailleurs.

C'est pourquoi le Rassemblement Communiste constituera le coup d'envoi de la bataille politique pour 1978 et pour l'après 1978.

Il s'agit de partir de ces interrogations pour les approfondir, pour dégager les dangers que peut recéler après 1978 pour la classe ouvrière le développement de la situation.

Social-démocratie à l'allemande, avec accord Giscard d'Estaing - Mitterrand pour poursuivre la politique d'austérité de Barre ? Rivalité exacerbée entre le PCF et le PS au gouvernement amenant le PCF à tenter comme Cunhal au Portugal une

tactique putschiste pour s'emparer du pouvoir et imposer un régime de capitalisme d'Etat ? Contre-offensive fascisante pour les forces les plus réactionnaires de type chiraquienne ? Et si la droite reste au pouvoir, comment se préparer aux luttes qui sont prévisibles ?

Toutes ces questions seront développées et débattues.

Mais surtout les moyens de faire à ces échéances.

Que faire pour 78 ? Quelles bases d'unité pour 78 ? Quelles forces rassembler et comment, dégager un pôle significatif capable de s'opposer à la fois à la bourgeoisie en place et aux manœuvres du PCF pour manipuler le mouvement de masse et imposer un régime capitaliste d'Etat ?

Lors du Rassemblement Communiste du 3 avril dernier, le projet d'une France socialiste avait été pour la première fois avancé et présenté, en opposition complète avec les projets bourgeois de droite et de gauche. La diffusion et la discussion large du *Manifeste pour le Socialisme* se poursuit depuis lors et a déjà considérablement

contribué à renforcer le Parti. La précision de l'objectif socialiste reste une nécessité, la condition pour cristalliser en une force politique les aspirations révolutionnaires dans notre pays.

Aujourd'hui, l'avancée sur la voie de la révolution socialiste passe par la définition d'une tactique, par la constitution d'un rapport de forces nouveau avec la bourgeoisie et le révisionnisme.

Le Rassemblement Communiste sera un rassemblement de mobilisations pour ce combat. Il présentera les propositions du Parti pour la bataille de 1978 et pour après 1978, afin de les expliquer, afin de les discuter et de les confronter largement.

C'est pourquoi nous appelons tous ceux qui ne font plus confiance aux partis de gauche, tous ceux qui cherchent à s'inscrire dans les luttes d'aujourd'hui la perspective d'une autre société radicalement différente, tous ceux qui fondent leur espoir sur la capacité révolutionnaire des masses, à participer au Rassemblement Communiste du 27 novembre.

Faillite à droite, cassure à gauche

PRÉPARONS L'ALTERNATIVE RÉVOLUTIONNAIRE
PRÉPARONS-NOUS A LA LUTTE

INTERNATIONAL

Allemagne de l'Est

GREVES À KARL-MARX-STADT

Un journal de Berlin-ouest a rapporté lundi les événements qui se sont déroulés à Karl Marx Stadt, l'une des principales villes industrielles d'Allemagne de l'Est.

Les ouvriers de l'entreprise Fritz Heckert, grosse usine de machines-outils,

se sont mis en grève contre la hausse des prix, dont l'augmentation des prix du café et son remplacement par un ersatz à base d'orge grillée, était l'un des plus remarquables exemples.

Selon le quotidien berlinois, les milices «ouvrières» récemment réorganisées

pour mieux couvrir le territoire, sont intervenues rapidement contre les ouvriers, procédant à une cinquantaine d'arrestations. Les victimes se trouvaient toujours en prison.

L'absence de détails fournis par la presse est-allemande, qui observe un complet silence sur ces affaires, ne permet pas de dire l'extension exacte que ce mouvement a pris à Karl Marx Stadt et dans le reste du pays. Cependant, qu'il se soit produit dans l'une des plus grosses entreprises d'Allemagne de l'Est, dans la principale zone industrielle du pays, lui confère déjà une grande portée :

c'est du cœur de la classe ouvrière que se manifeste aujourd'hui l'opposition à la bourgeoisie d'Etat révisionniste.

Il y a aussi l'opposition de la jeunesse. Le *Spiegel*, hebdomadaire d'Allemagne de l'Ouest, revient sur les affrontements qui ont opposé des milliers de jeunes à la police le 7 octobre dernier. Il affirme que l'une des jeunes filles blessées à ce moment-là serait morte. Citant des informations confidentielles et orales qui auraient circulé parmi les cadres du parti est-allemand au pouvoir, le journal ouest-allemand affirme également que trois policiers seraient morts.

EURO-COMMUNISME

Santiago Carrillo est parti pour une tournée de onze jours aux Etats-Unis où il est assuré de n'être pas interdit de parole, car il est l'invité des plus grandes universités US. Avant son départ, il a eu un long entretien avec le ministre espagnol des affaires étrangères. En invitant Carrillo pour la première fois, les USA mettent en place une politique très différenciée à l'égard des partis révisionnistes de l'Ouest.

ETHIOPIE

Le colonel Atnafu, l'un des membres du gouvernement militaire, a été exécuté au terme d'une nouvelle purge menée par Mengistu. Atnafu était considéré, avant le précédent coup de force auquel il avait échappé, comme l'un des militaires les plus proches des USA au sein du DERG.

Azzedine Kalak à TF 1

Azzedine Kalak, représentant de l'OLP en France, était interviewé lundi sur TF 1. Interrogé notamment sur les déclarations de Sadate et l'invitation par Begin, le représentant de l'OLP a indiqué qu'il n'y avait pas de danger d'une paix séparée avec Israël. Il a également noté que l'Égypte avait «ses propres intérêts» et le peuple palestinien les siens. A la question du journaliste : Yasser Arafat ne se rendra-t-il pas un jour devant la Knesset, le parlement de l'État sioniste, Azzedine Kalak, confiant dans l'avenir de la lutte de son peuple, a répondu : «Je suis sûr qu'un jour, Yasser Arafat rentrera en Palestine.»

Situation au Maghreb : la position algérienne

Dans un discours, Boumediène a déclaré : «Le colonialisme est parti chapeau bas, il revient en djellaba et en gandoura... Giscard d'Estaing a revêtu la djellaba et la gandoura sous lesquels il cache un poignard». Il a également affirmé qu'il fallait que «la monarchie marocaine sache que tout problème politique ne doit être réglé que par des moyens politiques et non par des moyens militaires. Demain ou après-demain, nous renouons le dialogue avec le peuple marocain frère. Nous ne faisons que défendre nos frontières.» Il a enfin réaffirmé : «Nous avons soutenu et continuerons de soutenir la cause du peuple sahraoui.»

U.R.S.S.

Le général Grigorenko, une des figures les plus marquantes parmi les dissidents soviétiques a été autorisé à effectuer un voyage de quelques mois aux Etats-Unis. Il est à craindre que le KGB ne transforme ce visa en expulsion définitive et ne laisse pas rentrer Grigorenko. Alors que la plupart des dirigeants du mouvement sont dans les prisons ou les bagnes psychiatriques, le régime de Brejnev tente d'éliminer ceux qui sont trop connus par des expulsions ou des émigrations forcées, comme celle de Tatiana Khodorovitch, qui vient d'arriver en France. Le KGB multiplie également les pressions sur Sakharov pour le contraindre à émigrer.

Allemagne de l'Ouest Les étrangetés de la mort d'Ingrid Schubert

Révélation troublante dans l'affaire du suicide d'Ingrid Schubert. Selon l'administration de la prison, une corde de douze mètres de long, composée de pièces de lingerie assemblées, avait été découverte dans sa cellule, quelques heures après sa mort. Elle avait alors été changée de cellule. Elle disposa donc d'une heure non seulement pour accomplir le geste qui lui est attribué mais encore pour se fabriquer une nouvelle corde faite de draps lacérés.

D'autre part, deux jours avant de mourir, Ingrid Schubert avait demandé à être changée de prison pour être incarcérée dans une prison mixte au lieu d'être la seule femme de la prison de Munich. Les premières conclusions du parquet disent que : «Rien n'indique qu'Ingrid Schubert avait l'intention de se donner la mort.»

Ingrid avait participé à la grève de la faim des prisonniers de Stammheim, ce qui lui avait valu d'être envoyée à Munich, et elle était parvenue à faire sortir de prison son témoignage sur ce qui s'était passé à Stammheim au mois d'août et sur la façon dont la police et la justice allemande avaient alors entrepris de liquider physiquement les prisonniers de la RAF.

les lecteurs ont la parole

abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRM
- Pékin Information
- La Chine en Construction
- Reception du Manifeste pour le Socialisme

et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paule Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
- Les enfants de Kisha (Haoran)
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFDT, CGT, FEN)
- La Commune de Paris (Lissagaray)
- La Chine à la mort de Mao (Aïen Bouc)
- L'usine de la peur (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Viva la Vida, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balalina
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile Resistencia
- Naussac +
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRM

NOM (en capitales)
 Prénom
 Adresse
 Ville Date :

Abonnement normal 350 F
 Abonnement de soutien 600 F
 ... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
 Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F, à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

A propos des articles sur les CET

LE ROLE DE L'ECOLE

Camarades,

En tant que lecteurs du QdP, nous vous exprimons notre réprobation pour le reportage de Claude Ancher paru le 21.10.77 intitulé : «Je n'ai pas le choix».

Cet article «vole bas» et il nous semble largement négatif dans son ensemble et difficilement défendable.

Même s'il est juste de dénoncer toutes les lacunes du système scolaire orienté par la classe dominante, il nous semble plus constructif de faire prendre conscience aux travailleurs et aux jeunes qu'il est nécessaire de travailler pour accumuler les connaissances techniques qui feront d'eux des travailleurs compétents —non pour être mieux exploités— mais pour être au service de la future société socialiste. Il est nécessaire qu'ils acquièrent une formation logique afin d'être capables de se faire un jugement scientifique rigoureux car nous avons l'espoir d'un changement de société.

Qu'exprime Claude Ancher par son reportage ?

Vos critiques s'appuient sur une conception de l'école que vous développez dans la première partie de votre lettre.

Selon vous le système scolaire a pour vocation essentiellement d'apporter des «connaissances» (formation logique) et «connaissances techniques» dans les CET). Il aurait bien sûr des «lacunes» et des «insuffisances» mais au fond il serait intrinsèquement positif. Dans ces conditions, les élèves devraient comprendre (et sinon, les communistes devraient leur faire comprendre) qu'il faut travailler, suivre assidûment les cours, bref, qu'il faut être de «bons élèves», et ceci dans la perspective d'être des «travailleurs compétents» sous le socialisme.

Bien sûr, il ne s'agit pas pour nous de nier l'intérêt d'accumuler des connaissances à l'école. D'ailleurs, dans le dernier article de la série sur les CET, nous avons indiqué que «la bourgeoisie a tout intérêt à éviter que les futurs ouvriers trouvent au CET le moyen d'améliorer leur capacité d'expression. Est-ce un hasard si les horaires d'enseignement général ont subi une réduction ces dernières années».

Mais au fond, l'essentiel n'est pas là. On ne doit pas perdre de vue que l'enseignement est dispensé dans une société de clas-

Il dénonce :

—L'orientation souvent négative qui est imposée, et c'est juste de dénoncer la violence grave faite aux jeunes en leur imposant un métier qu'ils n'ont pas choisi.

—Les horaires très lourds.

—Le manque de CET qui oblige, parfois, de longs trajets aux jeunes, etc...

Mais il dénigre en même temps l'enseignement technique au moment où le gouvernement cherche insidieusement à se décharger sur le patronat et à passer la main à l'enseignement privé.

Il cautionne aussi une attitude négative de certains jeunes qui refusent l'effort —l'absentéisme n'a jamais fait progresser personne— Une grève qui n'a pas de motifs sérieux est stupide ; par contre la lutte organisée des jeunes contre les perspectives de chômage et le «ras le bol» provoqué par la réalité d'une société stupide basée sur le profit et l'exploitation est juste.

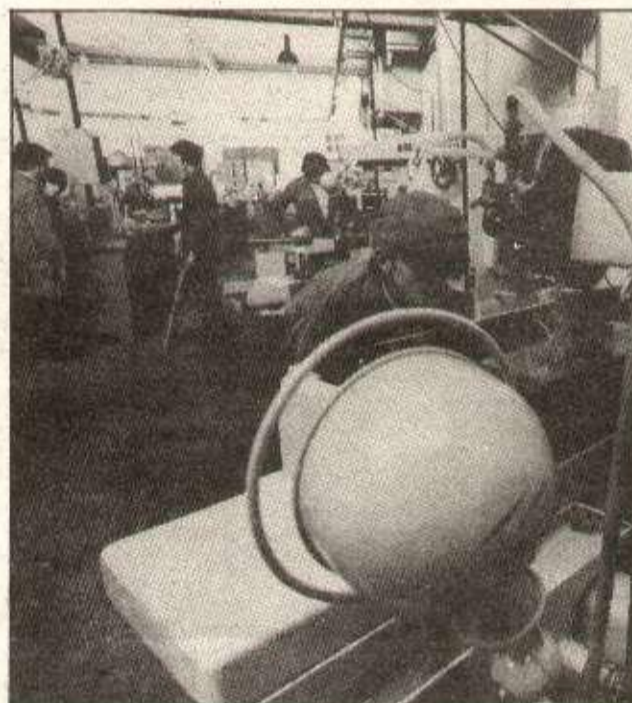
Dénoncer les insuffisances de l'enseignement public et de cer-



tains enseignants n'est pas suffisant. Il faut œuvrer pour une prise de conscience collective et politique. Cela nous semble plus positif que de donner en lecture

aux travailleurs un reportage cautionnant des idées fausses sans analyse sérieuse.

Amicalement
 M et J.P. Lyon



attitude : il s'agit de l'expliquer, de la comprendre comme un signe des contradictions dans l'école. La perspective de se retrouver chômeur à la sortie du CET ou souvent de ne pas trouver un métier correspondant à la qualification acquise, ne peut manquer de susciter la révolte chez les jeunes. Là encore, faut-il donc la condamner au nom du nécessaire «effort pour apprendre ?»

Pour rendre compte de la complexité des contradictions qui agitent l'école (et dans le cas étudié, les CET), il nous a paru intéressant de retenir l'exemple de Jacques qui reflète, croyons-nous, assez bien l'état d'esprit de nombreux jeunes de CET. Il est à la fois influencé par des idées du genre : «il ne faut pas faire de la politique», mais aussi révolté, à juste titre, par l'appareil scolaire de la bourgeoisie. Une critique portant sur le caractère limité de l'exemple choisi aurait pu se comprendre. Mais l'angle que vous avez adopté pour critiquer l'article ne nous paraît, pour le coup, pas «défendable». Ce n'est pas en prêchant à ces jeunes la nécessité de «faire des efforts pour apprendre» dans le système scolaire tel qu'il est aujourd'hui, qu'on pourra les aider à passer de la révolte à la révolution.

Claude ANCHER

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 15 novembre

TF 1

20 h 00 - Journal
 20 h 30 - L'eau sale. Dramatique de R. Rouleau. Conte allégorique sur la pollution de la Seine. Un jeune garçon à la découverte de la Seine et de ses pollueurs. Le sujet est traité sur le mode du conte pour enfants, mais le dossier de la pollution est lui très sérieux. Il faut voir cette émission pour ce qu'elle dit de la pollution et pour la manière originale dont le sujet est traité.
 22 h 00 - Pleine page. Emission littéraire
 23 h 30 - Journal et fin

A 2

20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Les dossiers de l'écran. Plus dur qu'on ne pense. Débat : la campagne d'Italie. Un film anglais sert de hors d'œuvre au débat sur la campagne d'Italie auquel participent plusieurs généraux et historiens. Le général Zeller, un des quatre du quateron d'Alger, chef de l'organisation fasciste criminelle OAS est invité.
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

19 h 40 - Tribune libre.
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Western, aventure. Le soufflé de la violence. Film américain de R. Maté. 54, en version française avec Ford Glenn. Un éleveur de l'Ouest refuse de vendre ses terres à un riche propriétaire terrien qui fait qui fait régner la terreur.
 22 h 00 - Journal et fin

Mercredi 16 novembre

TF 1

19 h 10 - Une minute pour les femmes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Eh bien, raconte
 20 h Journal
 20 h 30 - La mort amoureuse. Film TV de R. Fallet. La mort est Amoureuse, mais son amant se lasse et la trompe. La Mort se venge et fait mourir infidèles... Seule, elle pleure et voudrait bien mourir. La Mort traité par le rire.
 21 h 55 - Titre courant.
 22 h 05 - Questionnaire. Brice Lalonde. Que veulent les écologistes ?
 23 h 05 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Ouvrez l'œil
 20 h 00 - Journal
 20 h 25 - Football : France Bulgarie. L'équipe de France joue sa qualification pour la coupe du monde
 22 h 10 - L'échange
 23 h 00 - La parole à dix huit ans. L'armée
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

19 h 40 - Tribune Libre. Le PCRM
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Hommage à Marcel l'Herbier
 20 h 40 - Le bonheur. Film français 1935. Philippe un dessinateur anarchiste, tire sur une star, pour dénoncer la stupidité de l'idolâtrie d'une star Clara, la star au procès parle en faveur de Philippe.
 22 h 25 - Journal
 22 h 25 - Journal
 22 h 40 - Un événement

LIRE

Nations indiennes, nations souveraines

(Editions Maspéro)

La lutte des Indiens d'Amérique du Nord

Quand Christophe Colomb croyant aborder aux Indes, découvre les Caraïbes, la population indienne comptait de dix à vingt-cinq millions d'habitants répartis sur tout le territoire de l'Amérique du Nord.

Aujourd'hui, les Indiens ne sont plus que 1,5 million aux États-Unis. Leurs réserves occupent moins de 1 % de la superficie du pays alors que les traités leur reconnaissent en principe 15 % du sol américain. Ces chiffres donnent une idée du génocide et de la spoliation subis par les nations indiennes.

Aujourd'hui, le génocide se poursuit sous l'égide du «Bureau des Affaires indiennes». Au printemps de 1973, le village de Wounded-Knee sur la réserve de Pine Ridge (Sud-Dakota) était occupé par des Sioux Oglala réclamant l'application d'un traité de 1868 les déclarant nation souveraine. L'occupation devait durer soixante et onze jours. Le gouvernement des États-Unis promettait une rencontre entre le président américain et les chefs traditionalistes indiens pour reconsidérer le traité de 1868. Une fois de plus, le gouvernement américain manquait à sa parole et ne tenait pas ses promesses.

Depuis Wounded-Knee qui a sonné le réveil de la lutte des nations indiennes pour leurs droits, contre leur extermination, une trentaine de membres ou de sympathisants de l'American Indian Movement (AIM), organisation de lutte des Indiens ont



été assassinés sur la réserve de Pine Ridge, dont de nombreux participants à l'occupation de Wounded Knee. Très peu d'enquêtes ont été menées sur ces assassinats, quelques condamnations ont été prononcées, certains assassins ont été acquittés. Plusieurs des meurtres des militants indiens ont été exécutés par la police ou le FBI. L'impérialisme américain a voulu mater dans le sang la révolte des Indiens.

Ces faits enrichis de témoignages des participants sont racontés, parmi de nombreux autres, dans le livre *Nations indiennes, na-*

tions souveraines de Jean-François Graugnard, Édith Patrouilleau et Sébastien Eimeo a Ras, paru aux Editions Maspéro.

La prise de conscience et le renouveau de la lutte des Indiens n'a rien d'une manifestation folklorique. Les nations indiennes veulent la reconnaissance et la garantie de leur existence en tant que nations, la reconnaissance d'un territoire, le respect de l'identité culturelle, linguistique, économique. Elles placent leur lutte sur le terrain politique et l'intègrent aux luttes de tous les opprimés : Porto-Ricains, Chi-

canos, Noirs. Des manifestations communes se sont déroulées avec la participation des groupes américains anti-impérialistes. *Nations indiennes, nations souveraines* donne des luttes indiennes et de ce que sont aujourd'hui les nations indiennes après plus d'un siècle d'extermination et d'oppression, une image vivante étayée par de nombreux témoignages et photos. Le livre nous fait connaître la réalité de ces nations dont les westerns ont répandu en général une vision raciste et infantile.

Elise ou la vraie vie Claire Etcherelli

117^e épisode

J'attendais qu'il ouvrit la porte pour me précipiter contre lui et pleurer. Au matin, je me retrouvai sur le lit. J'avais dormi et rêvé de Lucien. Un beau rêve coloré dans lequel nous nous disputions pour des peccadilles. Lorsque Henri frappa à la porte, j'étais prête. Je laissai un message au gérant qui l'accepta à contrecœur. Arezki pouvait venir pendant mon absence, il devait savoir.

— Je vous en prie, demandai-je à Henri, faisons un détour par la Goutte d'Or.

Et je lui en expliquai la raison.

J'entrai seule dans l'hôtel et montai jusqu'à la chambre où la police nous avait surpris. Je

frappai. J'attendis. L'homme qui ouvrit questionna rudement.

— Quoi? Qu'est-ce que vous voulez?

— Arezki. Je voudrais le voir.

— Il est pas là.

Alors je me mis à pleurer, et je lui dis, comme s'il pouvait comprendre :

— Lucien est mort.

Méfiant, il poussa la porte, mais j'insistai.

— Il faut que je le voie. Je m'appelle Elise. J'ai des choses à lui dire. Graves.

Il était très laid, il louchait.

— Où est-il? Pouvez-vous lui passer un message?

Il ne comprit pas ce mot, car il dit :

— Quoi?

J'insistai encore. Alors il se décida.

— Ils l'ont embarqué mardi soir, au métro.

— Ah oui?

— Oui, c'est tout.

Bien sûr, c'est tout. L'un est pris, l'autre vient qui le remplace. « La révolution est un bulldozer. Elle passe... » Et je revoyais le geste.

Un petit vieux aux longues moustaches montait l'escalier.

— Vous connaissez Arezki?

— Moi, je connais personne.

J'avais trop chaud avec ma jupe de drap. Elle se collait sur mes mollets. Henri attendait au coin de la rue, humant les senteurs de la Casbah, en conversation avec un Algérien qui, méfiant, se dérobait.

— Il a été arrêté. Mardi soir. Voulez-vous m'attendre? je vais chez Feraht.

C'était le restaurant où nous avions dîné quel-

quefois. « Son frère est marié à ma sœur... »

— Je vous accompagne, Elise.

Feraht ne savait rien.

— Il y en a tant qui sont embarqués...

— Où l'ont-ils emmené? Comment savoir?

— Ça... dit-il. La Villette ou...

— Je ne peux pas partir, Henri. Il faut que je sache.

— Mais vous ne saurez rien. Qui vous renseignera? La police? Attendez patiemment, ils vont peut-être le relâcher.

Je pensai brusquement à Mustapha. Nous nous arrêtables Porte de Choisy, et j'attendis la sortie. Je courus quand la sonnerie se déclencha, et j'arrivai devant la porte comme le gardien l'ouvrait. Les gens me devisageaient parce que je suis et que je respirais fort. Mustapha passa. Je le happai.

— Ils l'ont ramassé mardi avec Slimane, et lui est sorti hier.

Je le suppliai de me conduire auprès de ce Slimane.

— Je ne peux pas, je veux pas me faire foutre à la porte. Arezki, il avait pas sa fiche de paye.

Il m'expliqua où habitait Slimane et s'excusa, mais :

— Il faut que je mange.

J'eus la tentation de le rattraper pour lui apprendre la mort de mon frère. Et puis, qu'est-ce que cela changerait? Il s'était endurci, lui aussi, tout comme Arezki. Il arrondirait ses petits yeux, il faudrait raconter comment et quand, sur un trottoir, en plein soleil, en pleine vie.

à suivre

Liban: la résistance du Sud

● Pour la première fois depuis bien longtemps, la télévision française diffusait jeudi dernier, dans le cadre de l'émission *L'événement*, un reportage fort intéressant sur la situation des Palestiniens au Liban.

Roger Pic, cinéaste des guerres de libération, notamment de celle du Vietnam, était un des réalisateurs de ce documentaire télévisé. Nous lui avons demandé d'évoquer pour le *Quotidien du Peuple*, la situation actuelle au Sud-Liban.

Entretien avec Roger PIC -2-

— QdP : *Que pense la population libanaise du sud, en particulier la paysannerie, de la présence des fedayins ?*

— Les forces palestiniennes sont considérées par la population comme le véritable rempart à l'expansionnisme israélien. Et elles sont soutenues par tous les Libanais qui considèrent qu'il faut empêcher Israël de réaliser une conquête sur le Liban. Ainsi, aujourd'hui, de nombreux progressistes libanais poursuivent le combat aux côtés des fedayins dans les montagnes du sud-Liban, pour repousser les interventions israéliennes, comme celle menée par les forces terrestres, voici deux mois. Au cours de notre reportage, nous avons pu rencontrer un fort bataillon d'étudiants libanais progressistes qui était incorporé dans une unité de combattants de la Révolution Palestinienne, car au sud, l'organisation des affaires militaires dépend de la Résistance Palestinienne. Il y a ainsi tout un courant parmi les progressistes libanais, et pas seulement parmi les étudiants, pour rejoindre les rangs de la Révolution Palestinienne au sud-Liban.

Il faut se demander : que se passerait-il si les fedayins n'étaient pas là ? Qu'advierait-il en particulier de la population des camps de réfugiés ? Si les Palestiniens se repliaient actuellement, tel que c'était prévu par l'accord de Chtaura, en laissant — il en serait ainsi



Les groupes de guérilla : un dispositif extrêmement souple et mobile.

Photo Roger Pic

aujourd'hui — le champ libre aux Israéliens et aux Phalangistes, derrière eux, ils se mettraient

dans une position stratégique intenable. Ils se retrouveraient dans une position plus difficile qu'actuellement, car ils seraient alors pris en tenailles entre les Phalangistes au nord et un sud-Liban en collusion avec Israël. Alors que là pour le moment, ils tiennent tête aux soldats israéliens, à la droite libanaise qui occupe certains villages du sud, et ils assurent ainsi directement la protection de leurs propres camps de réfugiés.

Dans les circonstances actuelles, la présence des fedayins au sud, près de la frontière, c'est une question de vie ou de mort pour les forces de la Révolution Palestinienne au Liban. Les Palestiniens le disent tout le temps : ils ne se considèrent pas chez eux au Liban, mais c'est notamment à partir des positions qu'ils défendent actuellement au sud-Liban qu'ils peuvent espérer tenir tête globalement aux Israéliens. Si les Israéliens acceptent d'aller à Genève, ils veulent que ce soit dans une position de force. Et pour eux, la position de force c'est de faire reculer la frontière libanaise jusqu'au Litani, et de créer dans le sud une « zone-tampon » où ils installeraient des colonies, comme en Cisjordanie.

— La population du sud reste-t-elle dans les villages ?

— Il y a eu des départs à cause des bombardements. Et les événements de ces jours-ci vont certainement provoquer de nouveaux départs de la population civile mais dès que les bombardements se calment, les gens

reviennent chez eux. Et au total, il y a eu de véritables transferts de population des zones du nord, contrôlées par les Phalangistes, vers le sud. Il est certain qu'aux avant-postes, la population n'est pas très nombreuse, mais nous avons visité des villages situés pourtant dans l'immédiate proximité de villages tenus par les Phalangistes avec l'appui israélien et qui étaient toujours habités par des paysans près de la frontière, avec leurs troupeaux, parce qu'ils s'estimaient défendus par les fedayins.

— QdP : *Quelles sont les mesures prises pour faire face à de nouvelles agressions israéliennes ?*

— Sur le plan militaire, il y a avant tout un dispositif extrêmement souple, extrêmement mobile, et c'est ce qui fait sa force. On essaie d'adapter la tactique de la guérilla, à ce qui peut être considéré comme une guerre de positions. On a plutôt affaire à des groupes de guérilla bien équipés, mais beaucoup plus souples dans leurs déplacements que ne le serait une armée conventionnelle. Jusqu'à présent, cette tactique a été assez efficace et les Palestiniens ont été les seuls à tenir cette véritable ligne de front qui s'est formée au sud-Liban. Quand les Israéliens tirent au canon ou lancent leurs bombardiers, en définitive cela fait des victimes parmi la population civile mais les forces combattantes peuvent poursuivre leurs opérations de plus, elles profitent du relief d'une région constituée de peti-

tes montagnes, où chaque village est un véritable fortin naturel.

Les camps palestiniens eux, évidemment, par leur concentration de population, sont très vulnérables. Outre la construction d'abris sous-terrains, on s'oriente aussi, maintenant, vers une certaine décentralisation de la population des camps, pour mieux tenir face au pilonnage israélien.

Les Palestiniens ont su résister aux attaques massives des Israéliens, il y a deux mois mais il est certain que c'est au prix de sacrifices importants pour les fedayins. Les Palestiniens s'attendent à devoir faire face à une nouvelle situation difficile. Je pense à partir de ce que j'ai pu voir qu'ils sont capables de parer à toute situation.

Dans le passé, aux moments les plus tragiques comme lors du siège du camp de Tell el Zaatar, les Palestiniens ont pu résister grâce à toute cette structure sociale, politique, militaire, qu'ils ont mise en place dans tous les camps de réfugiés du Liban. Et ils ont l'appui des progressistes libanais, qui n'ont pas du tout l'intention de laisser absorber leur pays par les sionistes, ni de se voir plier aux visées séparatistes de la droite.

Propos recueillis par Jean-Paul Gay

Au premier plan, un des membres du bataillon d'étudiants libanais, rencontré par Roger Pic. Au second plan, un fedayin palestinien.



Photo Roger Pic